

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT EN DROIT
PAR

Henry du VERDIER
Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques

ÉTUDE CRITIQUE
DES THÉORIES MODERNES
DE L'ABONDANCE

Thèse soutenue le 12 mars 1941 à 14 heures

JURY :

Président : M. Gaëtan PIROU.

Suffragants : M. NOYELLE,

M. LHOMME.

IMPRIMERIE DE PERSAN-BEAUMONT

80, Avenue Wilson
PERSAN (S.-et-O.)

—
1941



FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

Henry du VERDIER

Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques

ÉTUDE CRITIQUE
DES THÉORIES MODERNES
DE L'ABONDANCE

Thèse soutenue le 12 mars 1941 à 14 heures

JURY :

Président : M. Gaëtan PIROU.

Suffragants : M. NOYELLE,

M. LHOMME.

IMPRIMERIE DE PERSAN-BEAUMONT

80, Avenue Wilson

PERSAN (S.-et-O.)

—
1941

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.*



INTRODUCTION

Traiter de l'abondance en ces temps de rationnement peut sembler une amère dérision. Cependant, outre l'intérêt que présente toujours l'examen critique d'idées qui furent, certaines années, assez largement diffusées dans le public, il n'est pas interdit de penser que nous nous retrouverons un jour devant les faits qui les ont inspirées. La période de reconstruction qui suivra nécessairement la guerre sera peut-être moins longue qu'on ne le croit communément. A la fin des hostilités, il restera des matières premières, de la main-d'œuvre, du moins espérons-le, des procédés techniques de production que les nécessités de la guerre auront certainement perfectionnés. La rapidité relative avec laquelle, après 1918, les destructions ont été effacées et les stocks reconstitués a démenti les prévisions de nombre d'économistes. Ayons donc l'espoir de revoir l'abondance.

**

Mais que faut-il entendre exactement par ce terme ? Pour le sens commun, il y a abondance quand il y a possibilité de satisfaire tous les besoins. Sans prétendre aboutir à une définition beaucoup plus satisfaisante, il convient de préciser un peu cette idée.

L'abondance semble être un rapport entre les biens matériels et les besoins qu'ils sont destinés à satisfaire, rapport qui fait apparaître une somme de biens au moins égale, sinon supérieure, à celle des besoins.

Mais, affirment certains, les besoins humains sont illimités; il n'y aura donc jamais abondance. A dire vrai, les

besoins existants sont limités; ce qui ne l'est pas, c'est la possibilité de besoins nouveaux.

Les besoins varient suivant les lieux et les époques. Pour une production donnée à répartir entre le même nombre d'hommes, il peut y avoir disette en deçà des Pyrénées, abondance au delà; le manant du moyen-âge jugerait plantureuse la vie du paysan de nos jours. Il faut donc considérer les besoins à une époque déterminée — la nôtre — et en certains milieux — les pays modernement équipés.

Encore est-ce insuffisant. Il convient de distinguer entre les besoins essentiels: nourriture, logement, vêtement, qui sont susceptibles de saturation, et les besoins somptuaires qui portent sur le superflu et n'ont pratiquement pas de limites. Entre ces deux catégories, la frontière est évidemment mal précisée; l'empire de l'essentiel empiète sans cesse sur celui du superflu. Cependant, on peut proposer la définition suivante, certes très sommaire :

De nos jours, il y aura abondance dans tel pays si tous les besoins essentiels de tous sont entièrement satisfaits, si, en outre, une partie, sans cesse accrue, de la production peut être affectée à la satisfaction des besoins somptuaires.

**

Cette idée d'une abondance de biens qui libérerait définitivement l'homme de la hantise de la gêne, n'est certes pas nouvelle. Nous ne rechercherons pas à travers l'histoire les œuvres des utopistes, tels Thomas Morus et Campanella, qui dans leurs tableaux enchanteurs de la Cité future n'ont pas omis de prévoir la richesse pour tous. Constatons simplement qu'au cours du xix^e siècle un certain nombre d'économistes et de publicistes ont développé quelques thèses qui devaient être reprises de nos jours et servir de fondement à plusieurs doctrines.

Nous citerons notamment Sismondi et Bastiat.

Sismondi a tenté de démontrer (1) la possibilité d'une crise de surproduction générale. Il a critiqué les « ortho-

(1) *Nouveaux principes d'économie politique*, 1819.

doxes » de ne s'attacher presque exclusivement qu'à l'aspect production alors que la distribution des richesses a une bien plus grande importance puisqu'à son avis l'objet de l'économie politique est d'assurer « le bien-être physique de l'homme ». Enfin, il a insisté sur la gravité du chômage créé par le développement du machinisme et a fait remarquer que l'utilisation de toute machine nouvelle devrait se traduire pour l'ouvrier par une augmentation de ses loisirs. Sans doute a-t-il conclu à la nécessité de freiner le progrès technique et ses lointains disciples repousseront avec véhémence cette solution. Mais il n'en reste pas moins qu'il a entrevu bien avant d'autres tous les risques de chômage et toutes les espérances de loisirs que la machine apporte avec elle.

Bastiat lui-même, l'enthousiaste admirateur de « l'harmonieux » régime libéral, est revendiqué comme précurseur par certains tenants des doctrines d'abondance. Dans ses « Sophismes économiques » (1) il s'est en effet élevé avec force contre ceux qui prêchent la disette, ne voyant que leur intérêt de producteurs dans la hausse des prix. « La richesse des hommes, c'est l'abondance des choses. » Les vœux des producteurs, orientés vers la rareté, la disette, sont donc nettement antisociaux. L'intérêt général, c'est l'abondance souhaitée par les consommateurs. Elle est « une cause de bonne répartition. Plus une chose abonde, moins elle a de valeur; moins elle a de valeur, plus les hommes sont égaux devant elle ».

Mais c'est surtout vers la fin du siècle, par les représentants des tendances anarchistes : Bakounine, Paul Lafargue, Kropotkine et Jean Grave que vont être répandues dans le public des affirmations dont certaines, étayées sur des faits, reparaîtront avec plus de précision à notre époque. Les détenteurs du capital limitent la production afin de maintenir des prix élevés et s'assurer ainsi de substantiels profits. Il faut donc les exproprier. La machine ne crée du chômage et de la misère que parce qu'elle

(1) Chapitre I.

« tourne » au profit de quelques-uns. Remise entre les mains de la classe ouvrière, elle deviendra « le rédempteur de l'humanité, le Dieu qui rachètera l'homme des « sordides actes » et du travail salarié, le Dieu qui lui donnera des loisirs et la liberté » (1). « Il s'agit de produire avec la moindre perte possible de forces humaines, la plus grande somme possible des produits les plus nécessaires au bien-être de tous (2). « L'aisance pour tous n'est pas un rêve. Elle est possible, réalisable, depuis ce que nos ancêtres ont fait pour féconder notre force de travail (3). » Comment procédera-t-on à la répartition des produits mis en commun ? « Prise au tas de ce qu'on possède en abondance ! Rationnement de ce qui doit être mesuré, partagé ! (4) » Mais chacun aura sa part, car chacun a « le droit de vivre » « quelle que fût son étiquette dans le passé, quelles que soient sa force ou sa faiblesse, ses aptitudes ou son incapacité (5).

Nous constaterons plus loin un rapport de filiation très net entre tel mouvement d'idées contemporain et les anarchistes.

Assez différent de ceux-ci par certaines de ses idées et par son action, l'écrivain américain Edward Bellamy mérite d'être cité à part.

Né en 1850, mort en 1898, il a vulgarisé ses conceptions sociales en les exposant dans des romans dont le plus célèbre, *Looking backward*, a été traduit en français sous le titre *Cent ans après ou l'an 2.000*. Un jeune homme, tombé en sommeil léthargique en 1887, se réveille en l'an 2.000 dans une cité que l'abondance, due à l'emploi intensif des machines, a transformée. Les moyens de production sont la propriété de la communauté. Les dirigeants de la Cité ont la charge de répartir entre tous le travail, d'ailleurs bien diminué puisque les bras d'acier ont rem-

(1) Paul LAFARGUE, *Le droit à la paresse*, 1880, p. 66.

(2) P. KROPOTKINE, *La conquête du pain*, 1892, p. 123.

(3) *Id.*, ouvr. cité, p. 15.

(4) *Id.*, ouvr. cité, p. 79.

(5) *Id.*, ouvr. cité, p. 26.

placé les bras humains. Cette répartition est inégale, car les travaux sont inégalement difficiles ou pénibles. En revanche la distribution des produits se fait uniformément entre tous les individus. Chacun reçoit un crédit d'une durée strictement déterminée et absolument personnel et, par le débit de son compte, s'approvisionne aux entrepôts collectifs.

Ce livre eut un tel succès qu'une « Association internationale Bellamy » fut fondée et eut des filiales en de nombreux pays. En 1936, elle subsistait encore en Hollande où elle possédait 56 sections et dans les Indes néerlandaises.

**

Dès 1920, mais surtout à partir de 1930, lors de la crise économique mondiale, les doctrines de l'abondance ont connu un regain d'actualité. On peut dire que certaines idées étaient « dans l'air ». On les trouvait plus ou moins exprimées dans tous les périodiques, par les personnalités les plus diverses. Le pape Pie XII, alors cardinal Pacelli, affirmait, le 13 juillet 1937, du haut de la chaire de Notre-Dame de Paris : « Une organisation économique gigantesque a étonné le monde par le fantastique accroissement de la production, et des foules immenses meurent de misère en face de ces producteurs qui souffrent souvent d'une détresse non moins grande, faute de la possibilité d'écouler l'excès monstrueux de leur production. » M. Mussolini est revenu dans plusieurs discours sur « le fait paradoxal et cruel de la misère au milieu de l'abondance ».

M. C.-J. Gignoux lui-même, porte-parole autorisé du patronat français, écrivait : « La misère dans l'abondance, tel est l'aspect le plus frappant du drame contemporain. Le problème à résoudre est un problème d'ordre et d'équilibre. Or, ce n'est point une nouveauté que le capitalisme s'est toujours plus préoccupé d'augmenter la production que d'organiser la répartition (1). »

(1) C.-J. GIGNOUX, *Patrons, soyez des patrons*, p. 37.

Nous ne nous proposons pas de rechercher dans les divers écrits de notre époque les réflexions qu'a provoquées la dualité déconcertante de la richesse collective et de la pauvreté individuelle. Nous nous contenterons d'examiner quatre tendances doctrinales ayant chacune leur physionomie propre : la technocratie américaine, l'école française de MM. Duboin, Rodrigues et Valois, le « social credit » anglais, enfin le Plan français dont l'inspirateur fut M. Marcel Déat.

La première partie de notre étude sera consacrée à l'exposé de ces systèmes, la deuxième à leur critique.

Toutefois, il nous paraît indispensable de faire précéder cette analyse d'un rappel sommaire des faits qui ont provoqué le mouvement d'idées contemporain en faveur de l'abondance.

Hérétique entre les hérétiques, toujours
m'attirèrent les opinions écartées, les extrêmes
détours des pensées, les divergences.

A. GIDE, *Les nourritures terrestres*.

PREMIERE PARTIE

Exposé des théories modernes de l'abondance

CHAPITRE PREMIER

ABONDANCE, MISÈRE ET CHÔMAGE

... Ce que les hommes ont fait de la terre promise — de la terre accordée... — il y a de quoi faire rougir les dieux. L'enfant qui brise un jouet n'est pas plus bête ni l'animal qui saccage le pâtis où il doit trouver sa nourriture, trouble sa source où il va boire, ou l'oiseau qui souille son nid.

André GIDE, *Les nouvelles nourritures*.

Le monde qui reposait hier encore sur des épaules de chair, repose aujourd'hui sur des épaules de fer.

LÉNINE.

Tandis que les auteurs que nous avons rapidement nommés voient dans l'abondance une *éventualité*, proche peut-être, quelques théoriciens contemporains affirment *sa réalité*, ou du moins la possibilité de la réaliser immédiatement si les hommes font preuve de lucidité et de bon vouloir. A l'appui de cette assertion, ils citent de nombreux faits; nous ne rappellerons que les plus typiques.

Tout d'abord, celui qui conditionne tous les autres, c'est le prodigieux développement, particulièrement rapide au cours de ces dernières années, de la somme d'énergie extra-humaine que la science a mise à notre disposition.

On évalue à 2.000 calories par jour la force musculaire humaine, la seule dont disposât notre ancêtre des cavernes. La domestication des animaux a permis de réaliser un premier progrès : la force utilisable se trouve de ce fait approximativement doublée. A partir de 1770, un nouveau bond grâce à la découverte de la machine à vapeur. Cependant, aux environs de 1910, la quantité moyenne d'énergie par être humain ne dépasse guère 8.000 calories. Ce chiffre est doublé vers 1920 grâce à la généralisation du moteur à explosion. Puis la courbe de l'énergie monte en flèche : l'électricité a fait son apparition. D'après les calculs des technocrates, en 1935, chaque habitant des Etats-Unis avait en moyenne à sa disposition 160.000 calories. Pour le Français, si l'on en croit les techniciens du groupe Dynamo, le chiffre serait de 80.000 calories. Les seules turbines actionnées par les chûtes du Niagara développent une puissance de 300.000 chevaux-vapeur, correspondant à celle de 9 millions d'hommes travaillant 8 heures (la force musculaire d'un homme étant évaluée à 1/10 de cheval-vapeur) (1). La Conférence mondiale de l'Energie qui s'est tenue à Berlin en 1930 a estimé à 1.700 milliards de kilowatts la somme d'énergie mécanique consommée en un an par l'humanité entière, soit 900 kilowatts par personne. Pour apprécier l'importance de ce chiffre, il suffit de savoir qu'un homme fort dépense en travail au cours d'une année 90 kilowatts à peu près...

Ainsi, un grand savant, M. le Professeur Langevin, pouvait-il affirmer : « Nous possédons en France, grâce à nos seules dynamos, quarante millions d'esclaves d'une robustesse parfaite, d'une souplesse inégalable, d'une variété d'aptitudes infinie. Ils peuvent nous chauffer, nous refroidir, nous éclairer, nous distraire, nous soigner, faire le ménage et la cuisine, chanter, sentir et voir pour nous... (2). »

En effet, à cette énergie en progression croissante correspond la création d'une multitude de machines adaptées

(1). G. RODRIGUES, *Le droit à la vie*, p. 40.

(2) Cité par J. NOCHER, *Le Manifeste de l'abondance*, p. 22.

aux tâches les plus diverses. Et sous la poussée brutale du progrès technique, nous avons assisté d'une part à l'abondance des produits, d'autre part à une très large substitution du travail mécanique au travail musculaire.

**

Pour se convaincre de la réalité de l'abondance, il n'est que de dénombrer les fantastiques destructions de produits consommables commises de 1930 à 1935 et d'enregistrer tous les efforts dépensés pour limiter la production.

Enumérer les destructions serait fastidieux, partiellement impossible et, en tous cas, inutile. Une simple évocation suffira.

On sait qu'aux Etats-Unis, de 1930 à 1936, ont été soustraits à la consommation : 6.189.000 porcs, 600.000 vaches, 2.000.000 de tonnes de maïs, 431.000 tonnes de raisin, des centaines de milliers de litres de lait, des milliers de tonnes de poisson, de pommes de terre, de tomates, de choux, etc.

Au Brésil, le café servait à la chauffe des locomotives. On a calculé que les quantités ainsi détruites de 1934 à 1937 représentent 2 tasses de café par jour pour chaque Français pendant 8 ans ! Et qui ne connaît l'histoire de ces milliers de wagons de blé culbutés dans les lacs canadiens !

Cette frénésie de destruction n'est pas restée un privilège américain, elle a sévi dans tous les pays bénéficiant d'un équipement moderne. Elle n'a pas épargné la France. Nous savons les efforts — et les milliards — dépensés par nos gouvernements pour dénaturer le blé (11 millions de quintaux de juillet 1933 à août 1935) : c'est une destruction camouflée. De temps en temps, la presse nous informait qu'en tel endroit les légumes pourrissaient sur place, qu'en tel autre les vigneron, pour loger le vin de l'année, vidaient dans le ruisseau le produit des récoltes précédentes...

Détruire est bien : ne pas produire est mieux. On commence par n'utiliser que partiellement la puissance de production dont on dispose. *La Grande Relève des Hommes*

par la Science, de juillet 1936, contient à cet égard de précieux renseignements sur la France. Dans les centrales d'énergie hydro-électrique, le coefficient d'utilisation de l'eau donne le rapport entre l'énergie produite et l'énergie possible. Or, ce coefficient a été de 89 % en 1930, de 61 % en 1932, de 51 % en 1933, de 55 % en 1934. Et un décret-loi d'octobre 1935 a interdit l'octroi de nouvelles concessions et l'amplification des travaux dans les usines existantes. En 1935, 38,5 % seulement des hauts-fourneaux français étaient en activité ; pour les fours électriques, situation comparable : 54,8 % fonctionnaient. La même année, on a produit 13 % de houille de moins qu'en 1928-30 ; et la production s'est élevée, dans le textile, à 40 ou 45 % de ce qu'elle aurait pu être ; dans l'industrie du carbure de calcium, à 5 %. D'ailleurs, le coefficient général de production de l'industrie française pour l'année 1935 n'a représenté que 75 % de celui de 1928, alors qu'entre temps, le progrès technique a marqué de nouveaux points. De même, en agriculture, on a noté une diminution très sensible de la quantité d'engrais utilisés (1) se traduisant, bien entendu, par un rendement moindre des terres.

Aux Etats-Unis, d'une enquête faite en 1934, sous l'égide gouvernemental, il résulte qu'à cette époque, l'outillage productif du pays ne travaillait qu'à 50 % de sa capacité réelle.

Ce potentiel de production existant dans tous les pays constitue néanmoins une tentation dangereuse. Puisque le but cherché est de produire moins, il est prudent de le faire disparaître. On s'y est activement employé de par le monde.

On peut citer des filatures du Nord de la France que des groupes d'industriels ont rachetées dans le seul but de détruire leur outillage (2). Dans le Lancashire, il y avait en 1927, 57 millions de broches à filer ; ce nombre a été

(1) René DUMONT, *Misère ou prospérité paysanne ?* p. 108.

(2) *La grande relève des Hommes par la Science*, juillet 1936.

volontairement ramené à 46 millions en 1934, à 43 millions en 1935 (1).

Dans le domaine agricole, cette politique a pris une effrayante extension. Au Canada, en 1934, on aensemencé 800.000 hectares de moins qu'en 1933. Le gouvernement des Etats-Unis a acheté, en certains Etats, des milliers d'hectares pour les soustraire à la culture ; en d'autres, il a attribué des indemnités aux fermiers qui acceptaient de laisser leurs terres en friches.

En Hollande, on a systématiquement abattu des milliers de vaches pleines. En Suisse, la production de lait a été contingentée ; au-delà de 3.000 litres par vache et par an, le litre de lait était payé moins cher à l'agriculteur (2). En France, on a procédé à l'arrachage des pieds de vigne ; les gros rendements ont été pénalisés. Et certaines Chambres d'agriculture sont allées jusqu'à réclamer la création de primes à l'abattage des veaux femelles !

Ainsi, tout a été fait pour empêcher de produire. Cependant, la logique imposait d'aller jusqu'à la racine même du mal, c'est-à-dire d'atteindre le progrès technique. Des brevets d'invention auraient été « étouffés » en grand nombre. Leurs auteurs, n'ayant pas la possibilité de les exploiter eux-mêmes, se seraient heurtés aux refus systématiques des industriels. D'autres fois, des brevets susceptibles de révolutionner une technique auraient été payés au prix fort par des trusts qui les ont stérilisés (3). Sans doute, en cette matière, est-il difficile d'avoir connaissance de nombreux faits précis. Mais, affirment tels apôtres de l'abondance, la puissance de certains dirigeants de l'économie les rend possibles ; il suffit qu'ils soient conformes à leurs intérêts pour qu'ils soient probables.

Cette lutte systématique contre le progrès et l'abondance serait peut-être excusable si les besoins réels de tous étaient entièrement satisfaits. Il y aurait alors surproduction. Or, qui oserait l'affirmer ? « Des enquêtes médicales

(1) *Financial Times* du 11 novembre 1935.

(2) René DUMONT, ouvrage cité, p. 83 et suivantes.

(3) *La grande relève des Hommes par la Science*, du 16 janvier 1935.

faites en janvier 1935 concluent, les unes à 30 % d'enfants insuffisamment nourris dans les écoles des quartiers ouvriers de Paris (60 % dans le xx^e arrond.), les autres estiment à 60.000 le nombre des enfants sous-alimentés dans le seul département de la Seine » (1). A New-York, d'après les médecins qui examinent chaque année les 3 à 400.000 écoliers, la proportion d'enfants « débiles » s'est élevée à 13,5 % en 1927, à 17,1 % en 1931, et 20,5 % pour le premier trimestre de 1935 (2). Ces faits ne sont cités qu'à titre d'exemples. Mais partout, tandis qu'on produisait moins et qu'on détruisait plus, des malheureux logeaient dans des taudis, ne mangeaient pas à leur faim, parce qu'ils n'avaient aucun pouvoir d'achat. Et s'ils n'en avaient pas, c'est que personne ne voulait leur donner d'argent en échange de leur travail.

✱✱

Voilà en effet la seconde conséquence, la plus grave peut-être, du progrès des techniques. Pour une production sans cesse accrue, on fait de moins en moins appel au travail de l'homme.

Aux U. S. A., de 1923 à 1929, l'indice de la production est passé de 101 à 119 ; dans le même temps, l'indice de la masse de travail humain a été ramené de 106,5 à 101,8.

Le phénomène ne surprend plus, quand on examine le rythme auquel s'est effectuée, ces dernières années, la substitution de la machine à l'homme et dans quelles proportions a crû le rendement de chaque ouvrier.

Dans le Mesabi-Range, en 1850, un mineur extrayait, chaque année, 800 tonnes de minerai. En 1935, aidé de perforatrices, il produit annuellement 24.000 tonnes (3). En 1920, un verrier fabriquait 360 bouteilles par jour. Depuis la mise en service de la machine Owens, sa production est de 3.600 bouteilles à l'heure. En 1924, un bon ouvrier « sortait » 100 lampes électriques par jour. La ma-

(1) René DUMONT, ouvrage cité, p. 32.

(2) Rapport du *Health commis oner Wyne*.

(3) Jean NOCHER, *Frankenstein*, p. 56.

chine Corning, surveillée par un homme, en fabrique 1.000 à la minute (1). La manufacture française de tabac d'Issy-les-Moulineaux a été modernisée, il y a quelques années. Le tabac entre en balles et ressort à l'autre extrémité sous forme de cigarettes. Le débit est de 2.500 paquets à la minute. Là où 300 ouvriers étaient nécessaires, deux suffisent aujourd'hui (2). Le chargement en charbon de tel paquebot transatlantique nécessitait autrefois le travail jour et nuit de 140 hommes pendant 6 jours ; un homme le ravitaille en mazout en une journée (3). Une machine à statistiques supprime 120 comptables (4). Le Canal de Suez a été creusé aux environs de 1865 ; à cette époque, le déplacement d'un certain cube de terre exigeait l'emploi de 4.000 ouvriers. Il y a quelques années, lors de la percée du canal de Welland, au Canada, la même masse de terre a été déplacée par 5 ouvriers assistés d'excavatrices, de pelles électriques, etc. (5). En 1934, dans une usine de la banlieue parisienne, 400 femmes et hommes fabriquaient 400 accumulateurs par jour. En 1936, la production journalière était de 2.300 accumulateurs et le personnel ne comptait plus que 100 hommes et femmes (6). En 1920, les mines d'Alsace produisaient 1.221.000 tonnes de potasse avec 6.622 ouvriers, soit 184 tonnes par ouvrier. En 1936, la production s'est élevée à 2.099.000 tonnes ; 6.424 ouvriers y ont participé, soit 324 tonnes par ouvrier (7). Dans *La Machine Moderne*, d'octobre 1936, on pouvait lire : « Une machine « Hydrum », construite par la Barnes Drill C°, de Rockford, pour percer et aléser peut recevoir une centaine de pièces nettement différentes. Elle a remplacé huit machines anciennes d'un modèle différent. Il suffit de 2 ouvriers maintenant, au lieu de 8 qui

(1) Jean NOCHER, *Frankenstein*, p. 58.

(2) *Id.*, ouvr. cité, p. 57.

(3) G. RODRIQUES, *Le droit à la vie*, p. 13.

(4) E. REYBAU, *Le communisme bourgeois*, p. 13.

(5) J. DUBOIN, *La grande relève des Hommes par la Machine*, p. 35.

(6) *J.E.U.N.E.S.*, novembre-décembre 1936.

(7) *Id.*, juin 1937.

servaient les machines précédentes. » En 1830, plusieurs jours étaient nécessaires à un ouvrier pour fabriquer une paire de chaussures. En 1860, ce temps était réduit à 12 heures. En 1917, dans les usines Bat'a, la production était, par 10 heures d'ouvrier, de 2 paires et demie ; en 1923, par 8 heures d'ouvrier, de 4 paires et demie ; en 1934, le rendement était, pour le même temps, de 7 paires un quart (1). Si l'on prend le cas des usines françaises qui fabriquaient des automobiles en série, on constate qu'en 1904, une voiture représentait 1.300 heures d'ouvrier. En 1928, beaucoup plus perfectionnée à tous points de vue, elle était fabriquée en 92 heures de travail. En 1935, la somme d'heures nécessaire n'était plus que de 61 (2).

A Milwaukee, dans le Wisconsin (U. S. A.), l'A.O. Smith Corporation, qui avait l'exclusivité des châssis de la General Motor, a construit une usine qui peut fabriquer 10.000 châssis par jour. Au début, son fonctionnement exigeait le concours de 208 hommes. Puis, à la suite de nouveaux progrès, le personnel fut réduit à 60 techniciens chargés d'un simple travail de surveillance (3).

Moins frappant en agriculture, le progrès technique n'y est pas moins réel. Autrefois, un homme coupait à la faucille 15 ares par jour, à la faux 30 à 40 ares. Sur une faucheuse attelée de 2 chevaux, il coupe 2 à 3 hectares. Avec une faucheuse à moteur et une barre de coupe de 2 mètres, le terrain parcouru est de 5 hectares par journée de 6 à 7 heures. Un homme sur une faneuse remplace 20 faneurs, un enfant sur un rateau à cheval, 20 rateleurs (4). M. René Dumont raconte que « dans une grande exploitation de l'Eure, annexe d'une sucrerie, pour le semis du blé après betteraves à sucre, on faisait passer successivement dans le même champ : une charrue, un semoir à engrais, un semoir à grains, une herse. Il fallait, pour l'ensemble de

(1) *La grande relève des Hommes par la Science*, numéro spécial paru en 1936.

(2) *La grande relève des Hommes par la Science*, mai 1937.

(3) J. NOCHER, *Frankenstein*, p. 35.

(4) R. DUMONT, ouvrage cité, p. 125.

ces travaux, 11 journées d'hommes et 19 journées de bœufs par hectare. On a attelé tous ces appareils derrière un même tracteur ; pour réaliser ce travail, il ne faut plus que 2 journées d'homme et une journée de tracteur par hectare » (1). Un pulvérisateur automatique, utilisé dans de grands domaines viticoles, épand la bouillie bordelaise sur 5 rangs de vigne ; un seul homme peut traiter de la sorte 50 hectares par jour, si les rangs ont plusieurs centaines de mètres de long. Or, avec un pulvérisateur à dos, 1 hectare par journée d'homme représente un dur labeur (2).

On pourrait remplir des volumes d'exemples tout aussi éloquents. Mais certains objecteront que des centaines de cas particuliers n'autorisent pas nécessairement à conclure à la généralité du phénomène. Aussi bien convient-il de citer quelques statistiques de plus large portée.

En France, de 1921 à 1931, alors que la production n'a cessé d'augmenter, les effectifs agricoles ont diminué de 1.400.000 personnes. Le 31 décembre 1935, une cinquantaine de députés français, appartenant la plupart à des partis de droite (3) ont déposé sur le bureau de la Chambre une proposition de loi tendant à instaurer la semaine de 40 heures. Dans l'exposé des motifs, ils s'exprimaient ainsi : « En Allemagne, de 1925 à 1929, la production par personne salariée a augmenté de 50 % dans l'industrie de l'acier fondu, de 41 % dans l'industrie de la fonte, de 33 % dans les mines de houille, de 30 % dans les mines de lignite. Aux Etats-Unis, de 1919 à 1927, l'augmentation de la productivité par heure de travail est de 139 % dans les hauts-fourneaux, de 52 % dans les aciéries, de 88 % dans le raffinage de pétrole, de 97 % dans l'industrie automobile, de 163 % dans la fabrication des pneus, de 71 % dans les raffineries de sucre, etc. » Les chiffres cités sont extraits des conclusions d'enquêtes ordonnées par les gouverne-

(1) R. DUMONT, ouvr. cité, p. 125 et 126.

(2) *Id.*, ouvr. cité, p. 129.

(3) Notamment MM. Ph. Henriot, Le Cour-Grandmaison, Henry Fougère, de Tinguy du Pouet, Roulleaux-Dugage, Amidieu du Clos, etc.

ments allemand et américain. Aux Etats-Unis encore, en 1929, dans les quatre industries de la chaussure, de la fonte, des aciéries et des charbonnages, on employait, pour une production déterminée, 1.270.000 ouvriers. En 1932, pour la même production, 549.000 ouvriers seulement étaient nécessaires (1).

**

Si la main-d'œuvre ainsi libérée par l'augmentation de la productivité trouvait à s'employer ailleurs, il n'y aurait que lieu de se réjouir du phénomène. Malheureusement, il n'en est rien. Tous les pays convertis au machinisme ont durement souffert du chômage. Aux U. S. A., il y eut jusqu'à 15 millions de sans-travail. Pendant longtemps, malgré tous ses efforts, le président Roosevelt n'avait pu ramener leur nombre à moins de 12 millions. Il semble que la politique d'armement à outrance engagée depuis 2 ou 3 ans ait, à ce point de vue, donné de meilleurs résultats. L'Allemagne, en 1933, avait environ 5 millions de chômeurs. Jusqu'à une époque récente, l'Angleterre en a eu depuis 1918, même à ses heures de prospérité, un résidu d'un million qu'elle ne pouvait résorber ; ce chiffre s'est élevé à 3 millions aux périodes de dépression. En France, avant 1939, le nombre des chômeurs secourus n'a guère dépassé 500.000. Mais il faut tenir compte des sans-travail qui, pour telle ou telle raison, n'avaient pas droit à l'allocation de chômage. De plus, des centaines de milliers de travailleurs ont connu un chômage partiel et, depuis 1930, plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers étrangers ont été renvoyés dans leur pays d'origine. Il est à noter, enfin, que le chômage n'a diminué, au cours de ces dernières années, dans certains pays, que grâce, en grande partie, à un armement intensif dont il est permis de penser qu'il ne constituait pas la solution idéale du problème.

(1) G. RODRIGUES, *Le droit à la vie*, p. 12.

Ainsi donc, affirment les théoriciens de l'abondance, s'opère sous nos yeux « la grande relève de l'homme par la machine ». Et dans le même temps que l'humanité jouit de plus de loisirs, elle a à sa disposition plus de biens consommables. Jamais elle n'avait connu une pareille abondance. Mais tandis qu'au cours des âges, toutes ses énergies ont été tendues vers l'organisation de sa sécurité matérielle, aujourd'hui, prise de folie devant la réalisation de ce rêve millénaire, elle s'acharne à recréer artificiellement cette rareté des produits qu'elle avait vaincue et à restaurer le régime de la médiocrité et de la misère. Pourquoi ? Parce que, répondent en chœur nos théoriciens, notre système économique pseudo-libéral postule la rareté et ne peut s'intégrer l'abondance. Quels sont leurs arguments, quelles sont leurs solutions ? C'est ce que nous allons examiner.

CHAPITRE II

LES TECHNOCRATES

En 1921, un économiste et sociologue américain déjà connu, Thornstein Veblen, publiait un livre intitulé : *Les ingénieurs et le système des prix*, qui n'était d'ailleurs que la réunion d'articles parus en 1919 dans *The Dial*. Quelques admirateurs de Veblen, notamment Charles Steinmetz, de la General Electric C°, Jones Basset, ingénieur électricien et mathématicien, Richard Tolman, professeur de physique, Stuart Chase, économiste, et surtout l'ingénieur Howard Scott, se groupèrent autour de lui et formèrent « l'Alliance technique nord-américaine ». Né de la crise économique de 1921, le groupe disparut avec elle, en 1923. La prospérité revenue fit rapidement oublier ces théoriciens qui s'étaient avisés d'affirmer que le régime économique était inadapté aux nouvelles circonstances créées par le progrès technique et avaient annoncé les pires catastrophes. Or, en 1929, la débâcle survint, bien plus grave celle-là et beaucoup plus durable. Veblen était mort. Mais Howard Scott regroupa de nouveaux disciples et fonda la « technocratie ». Grâce aux professeurs King Hubbard et Walter Rautenstrauch, il réussit à obtenir, en 1931, l'appui officiel de l'Université de Columbia qui facilita les recherches du groupe. En 1933, Scott publia une *Introduction à la technocratie* qui eut un certain retentissement. Mais, à cette époque, une scission se produisit chez les technocrates. Howard Scott quitta l'univer-

sité de Columbia avec quelques amis, tandis que certains autres, tels que Robert R. Doane, Félix J. Frazer, Walter Polakov, sous la direction de Harold Loeb, continuèrent, jusqu'en 1935, leurs recherches qu'ils condensèrent dans un livre intitulé : *Le graphique de l'abondance*.

D'autre part, la Brookings Institution, groupement d'études économiques rattaché lui aussi à l'Université de Columbia, procéda de son côté à une enquête approfondie sur le contraste présenté par les énormes moyens de la production américaine et la misère d'une grande partie de la population. Les résultats en furent publiés de juin 1934 à septembre 1935 dans 4 gros volumes : *La capacité de production de l'Amérique ; La capacité de consommation de l'Amérique ; La formation du capital et Le revenu et le progrès économique*.

Les diverses tendances technocratiques, qui ne diffèrent d'ailleurs que sur des points de détail, connurent pendant 4 ou 5 ans une assez grande vogue aux Etats-Unis. Les chefs du mouvement surent répandre dans la presse de frappants exemples de progrès technique et diffusèrent en même temps les conclusions hardies qu'ils en tiraient. Ils eurent quelques sympathisants au Congrès et l'on entendit même au Sénat M. Thomas Amlie critiquer la politique malthusienne du *New Deal* et réclamer une économie de l'abondance. Mais il semble bien que depuis quelques 3 ou 4 ans, l'opinion américaine manifeste beaucoup moins d'intérêt pour les thèses de la technocratie.

*
**

Les technocrates affirment, en premier lieu, que l'énergie dont l'homme dispose conditionne et détermine le progrès des techniques de production. Aussi se sont-ils attachés à décrire le développement de l'énergie depuis l'homme primitif avec ses 2.000 calories par jour, jusqu'à l'américain moderne qui, disent-ils, a journellement à sa disposition 160.000 calories. L'apparition de la machine à vapeur, puis des moteurs électriques et à explosion,

entraîne une industrialisation de la production : l'outil fait place à la machine-outil. Ce stade tend lui-même, de plus en plus, à être dépassé et nous entrons dans l'ère de l'automatisme : la machine-outil servie par des ouvriers est progressivement remplacée par la machine automatique, simplement surveillée par des techniciens.

Ils affirment ensuite que le progrès technique détermine le progrès social. « Les hommes ne peuvent faire que ce que l'énergie disponible — humaine, animale ou mécanique — leur permet de faire. L'énergie peut ou ne peut pas circonscrire leur pensée ; elle les force à circonscrire leur conduite économique et sociale dans un cercle bien déterminé » (1). Avant l'invention de la machine à vapeur, « les standards de vie, les institutions sociales étaient fixées sur la base de 4.000 calories. Les lois et usages, commerciaux ou autres, étaient tous développés en fonction de cette énergie » (2). Vus à la lumière de cette idée directrice, les faits historiques s'éclairent singulièrement. C'est ainsi que « si les Espagnols ont conquis les Aztèques et les Incas, c'est uniquement à cause de leurs chevaux et de leur poudre à canon. Ils disposaient de 4.000 calories, tandis que les autres en étaient encore au stade des 2.000 » (3). Il va de soi que le formidable développement de l'énergie utilisable au cours des temps modernes doit révolutionner toutes nos institutions sociales, car il « a rendu périmés le droit, les concepts de propriété, l'étalon-or, le système des prix et la Constitution » (4).

A l'appui de cette thèse, les technocrates analysent les déséquilibres et les perturbations que l'industrialisation, fruit du progrès technique, dû lui-même au développement de l'énergie utilisable, provoque dans nos institutions économiques et sociales.

La plus frappante de ces manifestations pathologiques est incontestablement le chômage. La machine supplante

(1) Stuart CHASE, *Technocracy : an interpretation*, p. 17.

(2) *Ibidem*, p. 20.

(3) *Ibidem*, p. 21.

(4) *Ibidem*, p. 20.

l'ouvrier et le jette à la rue. Certes, de nombreuses victimes du machinisme ont réussi à se caser dans les administrations et les « services ». Les ouvriers en casquette se sont souvent mués en employés en chapeaux mous et faux-cols. Et ceci est un démenti à l'affirmation de Marx concernant la prolétarianisation progressive des masses. Mais ce mouvement d'intégration qui s'était manifesté aux Etats-Unis jusqu'en 1930 s'est beaucoup ralenti et tend à disparaître.

On ne peut nier, *a priori*, que des industries, absolument insoupçonnées de nos jours, naîtront et opéreront des prélèvements sur la masse des chômeurs. Mais outre leur caractère hypothétique, on peut avoir la quasi-certitude que jamais elles ne donneront du travail à tous. On se trouve en présence, non d'un phénomène passager qui disparaîtra à la prochaine reprise, mais bien d'un chômage technologique qui traduit l'inadaptation de notre régime du travail aux conditions nouvelles créées par la mécanisation.

Les chômeurs sont éliminés comme producteurs. Mais aussi, avec leurs maigres allocations, ils sont devenus des consommateurs de seconde zone, des consommateurs « partiels ». Or, la production, grâce aux machines, ne cesse de s'accroître et ne peut être écoulée faute de consommateurs suffisamment pourvus de moyens d'achat. « L'emploi tend à devenir fonction inverse de la production » (1) et le déséquilibre, à mesure que la technique progresse, devient de plus en plus sensible.

D'autre part, l'industrialisation a profondément modifié la fonction de l'entrepreneur. Autrefois, l'entrepreneur était l'unique, ou du moins le principal propriétaire de son usine, et la dirigeait lui-même. Mais à mesure que la production est devenue un phénomène plus complexe, requérant de nombreuses connaissances techniques, il s'est produit une dissociation entre les fonctions de propriétaire et celles de dirigeant. Il y a aujourd'hui, d'une part, les

(1) WARD, *Technocracy's Answer* dans le *New-York Times* du 22 janvier 1933.

financiers qui détiennent les actions, d'autre part, les ingénieurs qui font marcher les entreprises.

Les financiers jugent les choses en fonction des dividendes ; ils s'absorbent dans de vaines et stériles opérations spéculatives ; leur savoir se limite aux acrobaties boursières ; ils vivent dans un monde artificiel semé de monceaux de papiers sans valeur intrinsèque. Or (et c'est là le grand mal de notre époque), ce sont eux qui sont les maîtres de la production. Ils la freinent pour lutter contre la baisse des prix que provoque l'abondance croissante des produits ; ils se dépensent sans compter pour ralentir ou étouffer les progrès techniques ; ils ont un rôle antisocial et seront balayés sans pitié par les instaurateurs de l'ordre nouveau. Les ingénieurs, au contraire, sont proches de la réalité matérielle ; ils ignorent tout de la superstructure financière ; ils sont habitués à s'exprimer en unités de mesure physique ; leur rôle, leur raison d'être, c'est de produire toujours plus, toujours mieux, en économisant l'effort au maximum ; ce sont eux les véritables animateurs de la production et leur fonction est éminemment sociale. On aperçoit tout de suite la place éminente qui leur reviendra dans l'organisation économique de demain.

Le caractère artificiel et périmé de certaines de nos institutions apparaît mieux encore quand on examine notre système des prix. En économie libérale, ce sont les mouvements des prix et le profit qui déterminent les mouvements de la production. Or, les prix s'expriment en monnaie. Mais la monnaie, disent les technocrates, n'est qu'une abstraction ; elle est immesurable et indéfinissable ; elle n'est rien en elle-même. Un jour, avec un dollar, vous obtenez 5 livres de caoutchouc et le lendemain 25, et ces variations brutales de valeur détraquent sans raison le mécanisme de la production. Parce qu'à Wall Street, quelques chiffons de papier, représentatifs de dollars, ont perdu, on ne sait pourquoi, la moitié de leur valeur, d'immenses usines vont fermer ou tourner au ralenti. Pourtant, par un écrou ne manque aux machines, les matières premières sont là, la main-d'œuvre n'attend, pour reprendre son travail, que le signal de ses chefs. Mais les

hauts et les bas artificiels d'une représentation monétaire elle-même artificielle suffisent à paralyser la production qui est la seule réalité physique. Incohérence !

Et cependant, les Américains, oubliant son caractère représentatif, désirent le dollar pour lui-même et voient en lui une richesse. Les financiers, qui commandent en maîtres à tous les modes d'expression de la pensée : presse, radio, etc., ont complètement faussé l'esprit de leurs compatriotes. Il est juste de reconnaître qu'il y ont été aidés par le fait que le dollar est gagé sur une marchandise, l'or, qui a sa valeur propre. Mais précisément, à l'âge de l'énergie, c'est une survivance injustifiable que de choisir une marchandise quelconque comme instrument d'échange, d'évaluation et d'épargne.

L'épargne, d'ailleurs, est un facteur de perturbation. Les ouvriers, nous l'avons vu, ne peuvent consommer à leur gré, faute de pouvoir d'achat. Mais il y a aussi une sous-consommation capitaliste. Les gros détenteurs de capitaux ont des besoins limités ; ils ne peuvent dépenser tout leur revenu ; le surplus est épargné et investi dans de nouvelles entreprises. Leurs revenus seront, de ce fait, augmentés, et, par suite, leurs possibilités d'investissements nouveaux. L'offre abondante des capitaux entraîne sans doute la baisse du taux de l'intérêt, mais insuffisamment pour empêcher ce phénomène de boule de neige. Progressivement, se constitue donc une dette formidable dont le service devient une charge intolérable pour la production qui croît moins rapidement qu'elle.

La sur-capitalisation s'aggrave sous l'effet de l'impossibilité d'amortir. « Par suite du perfectionnement du machinisme, les capitaux investis dans une affaire n'ont pas le temps d'être amortis ; il est nécessaire de renouveler l'outillage, donc d'investir de nouveaux capitaux. Mais alors les premiers capitaux ne représentent plus rien de tangible. L'entreprise est donc grevée d'une dette et il faut faire des bénéfices suffisants pour payer non seulement l'intérêt sur les capitaux représentés par les machines actuelles, mais aussi l'intérêt sur des capitaux qui ne rap-

portent plus » (1). Le régime capitaliste court ainsi à sa perte, car un jour viendra où le passé, représenté par une masse croissante de dettes, pèsera si lourdement sur le présent que la production deviendra financièrement impossible ou qu'il faudra annuler les dettes, c'est-à-dire changer les bases mêmes de notre régime économique. Le principe de la rémunération des capitaux est destiné à faciliter la production, et son aboutissement, c'est l'arrêt de toute production.

Les thèses soutenues par les technocrates peuvent être représentées par quelques graphiques simples. D'après eux, l'évolution au cours des 100 dernières années se traduit de la façon suivante : t égalant le temps, on constate que l'énergie a grandi selon la courbe $t \times 8$, la dette selon $t \times 4$; la production selon $t \times 3$, la population selon $t \times 2$, enfin les heures de travail humain par unité de rendement ont diminué suivant $t \times 4$. Toute analyse de la technocratie est implicitement contenu dans ces 5 courbes.

*
**

Les critiques émises contre le régime capitaliste laissent prévoir quels seront les principes de l'économie technocratique.

Tout d'abord, suppression de la monnaie. On calculera pour chaque produit, en ergs, joules ou calories, la quantité d'énergie dépensée pour sa production. On fera ainsi le total des quantités d'énergie utilisées pour l'ensemble des produits mis à la disposition de la collectivité et l'on créera des titres, libellés en ergs, joules ou calories, en représentation de cette production. Ces titres ou certificats d'énergie seront répartis uniformément entre tous les consommateurs ; ils ne seront pas négociables, seront annulés à l'achat et ne conserveront leur valeur que durant un temps déterminé : 6 mois ou un an. La production totale

(1) Maurice DRUESNE, *Les problèmes économiques et la technocratie*, p. 85.

sera ainsi répartie également entre tous et intégralement consommée.

La direction de l'économie reviendra de droit aux ingénieurs et techniciens. Ils établiront des plans de production d'après les besoins préalablement recensés. Leur préoccupation dominante sera le recours maximum aux machines. Le travail humain encore nécessaire sera réparti également entre tous. Mais il sera beaucoup plus faible qu'aujourd'hui. Seuls les hommes de 25 à 45 ans auront à le fournir. Encore suffira-t-il de travailler 4 jours par semaine et 4 heures par jour.

Ce sera donc une véritable révolution. Le système des prix aura disparu ; les valeurs économiques n'auront plus de sens. Le chômage sera devenu loisirs. Le souci du lendemain, avec son corollaire : l'épargne, aura fait place au « devoir » de consommer et de jouir.

CHAPITRE III

L'ÉCOLE DE MM. J. DUBOIN G. RODRIGUES ET G. VALOIS

S'il est exact qu'il n'y a pas de génération spontanée en matière de doctrines, c'est, d'une part, chez les technocrates, d'autre part, chez les anarchistes, que l'on trouve l'origine des conceptions de MM. Duboin, Rodrigues et Valois. Aux technocrates, ces auteurs empruntent l'idée que le développement de l'énergie utilisable, en faisant progresser les techniques, rend caduques nos institutions économiques et sociales. En outre, pour étayer leurs doctrines, ils font un large appel à la documentation réunie par les ingénieurs américains. Mais ce sont indubitablement les grands anarchistes, qu'ils citent d'ailleurs volontiers, que l'on retrouve à la source de leur optimisme, de leur haine de l'Etat et de leur égalitarisme.

L'école a pris naissance en 1932. Cette année-là, Jacques Duboin a fait paraître ses premiers livres : *Nous faisons fausse route* et *La grande relève des hommes par la machine*. De nombreux autres devaient suivre. Ecrits dans un style alerte qui, par moments, rappelle la manière des contes de Voltaire, vivants et clairs, manifestant un réel talent d'exposition, ces ouvrages ont connu un certain succès. A la même époque, Gustave Rodrigues publiait : *Le droit à la vie*, et Georges Valois, après un itinéraire intellectuel assez inattendu, découvrait, lui aussi, l'abondance et diffusait ses idées dans son journal *Nouvel Age*, où paraissait, en février 1936, un plan précis de révolution

économique. Quelques ligues furent fondées. En dehors des fidèles de G. Valois, groupés sous le drapeau de *Nouvel Age*, il y eut la Ligue du Droit à la vie, dirigée par G. Rodrigues, et la Ligue du Droit au Travail, dont le président-fondateur était Jacques Duboin. De ce dernier groupement, se détachèrent bientôt, avec le bouillant Jean Nocher comme chef de file, les Jeunes Equipes Unies pour une Nouvelle Economie Soiale (J. E. U. N. E. S.), dont les techniciens constituèrent le groupe Dynamo dans le but de faire pour la France le dénombrement des richesses réelles que les ingénieurs de la technocratie avaient fait pour les Etats-Unis. Ces différents mouvements ont même créé, en 1936, un « Front de l'abondance », dont les querelles d'idées, et peut-être les rivalités de personnes, ont eu rapidement raison.

L'œuvre de ces publicistes comprend à la fois une critique de notre régime économique « miné » par l'abondance et une tentative pour définir l'ordre nouveau qui devra se substituer à lui. Nous examinerons successivement ces deux aspects.

*
**

Il y a une antinomie irréductible entre l'abondance et notre économie capitaliste et libérale, affirment-ils. Notre économie, en effet, repose sur la valeur. Ne sont échangeables que les produits ayant une valeur ; eux seuls sont susceptibles de procurer le profit, dont l'appât est le moteur de l'activité économique. Or, la valeur suppose non seulement l'utilité, mais aussi la rareté relative. Le jeu de la loi de l'offre et de la demande, tant de fois analysé, fait apparaître que plus un produit est abondant, plus bas il est coté. Du jour où il est suffisamment abondant pour satisfaire aux besoins de tous, sa valeur tend vers zéro. A-t-on jamais songé à faire payer l'air que nous respirons ? L'eau est-elle vendue ailleurs que dans les villes ou dans le désert où elle est relativement rare ? L'apparition de l'abondance entraîne donc une « universelle dévalori-

sation des valeurs » (1). Pour les producteurs, les conséquences sont catastrophiques : les cours descendent au-dessous des prix de revient, les bénéfices disparaissent et, très vite, aussi, la trésorerie étant épuisée, toute production devient impossible. Mais pour éviter cet arrêt total, producteurs et gouvernements se mettent d'accord sur une politique de malthusianisme ; artificiellement, on recrée la rareté et, partant, la valeur. Et la misère des pauvres gens et la sous-alimentation des chômeurs sont la rançon de la restauration de la valeur.

Solution d'ailleurs bien temporaire, car chaque producteur a intérêt à la fois à ce que les produits jetés sur l'ensemble du marché soient rares et les siens abondants. Chacun n'écoulant que son intérêt, le régime tend irrésistiblement vers l'abondance ; abandonné à lui-même, il se suicide.

On tente de justifier le malthusianisme par l'argument de la surproduction. Erreur, répondent les zélés de l'abondance ; c'est au contraire de sous-consommation qu'il s'agit. N'est-il pas inconcevable de parler de surproduction et de détruire les produits, alors que des millions de personnes ne demandent qu'à les consommer ? Il convient de distinguer, en effet, entre les *besoins réels* qui sont loin d'être satisfaits et les *besoins solvables*, c'est-à-dire ceux pour la satisfaction desquels nous sommes en mesure de payer, les seuls qui, du point de vue du régime économique actuel, présentent de l'intérêt. Si tous les besoins réels étaient solvables, à part peut-être quelques cas particuliers, il n'y aurait pas surproduction. Mais il en va tout autrement. Le pouvoir d'achat de l'ensemble des consommateurs ne cesse de diminuer, alors que les besoins restent au moins constants et que le volume de la production s'accroît de façon continue.

Pour bien comprendre ce phénomène, il faut l'analyser d'un peu près. La capacité d'achat d'un individu « désigne la quantité de monnaie qu'il peut se procurer dans un laps de temps déterminé et qu'il pourra utiliser pour sa

(1) RODRIGUES, *Le droit à la vie*.

consommation » (1). Cette capacité d'achat provient de salaires, appointements, dividendes, rentes, etc., mais sa source unique, proche ou lointaine, est toujours la production. Or, quelles sont les conséquences du progrès technique ? C'est d'abord la mise en chômage d'un certain nombre de travailleurs et, par suite, la diminution du total des salaires et appointements versés. Voilà donc l'un des éléments de la capacité d'achat sérieusement réduit. Mais, dira-t-on, il y a simple déplacement : moins de main-d'œuvre, mais plus de matériel, soit en fin de compte une capacité d'achat accrue pour les catégories de salariés qui ont fabriqué ces machines. Sans doute. Mais cela n'est vrai que partiellement, car telle entreprise ne remplacerait pas une partie de ses ouvriers par des moyens mécaniques si elle ne comptait réaliser, de ce fait, une économie, si ces machines ne signifiaient un coût de revient moindre, si en dernière analyse, la capacité d'achat créée du fait de leur fabrication n'était pas inférieure à celle distribuée aux ouvriers qu'elles remplacent.

Alors on objectera : c'est le profit qui a augmenté, grâce aux économies réalisées sur la main-d'œuvre et, dans le total du pouvoir d'achat, une partie de la place tenue autrefois par les salaires est occupée par les dividendes. Il n'en est rien. Le profit, en effet, n'est réalisé qu'en fin de fabrication si les produits sont vendus. Or, la grande majorité des consommateurs susceptibles de les acheter sont des salariés dont la capacité totale d'achat est diminuée puisqu'un nombre toujours croissant d'entre eux ont été mis en chômage par la machine et ne touchent que des allocations infimes. Une partie seulement de la production trouve donc acquéreur ; les stocks s'accumulent, le profit baisse, puis disparaît. Les entrepreneurs aux abois tentent de rétablir leur situation en comprimant les prix de revient, c'est-à-dire en diminuant la main-d'œuvre ou les salaires, soit, en fin de compte, en amenuisant encore la capacité d'achat.

(1) J. DUBOIN, *Libération*, p. 53.

Ainsi donc se produit ce phénomène si déroutant pour les économistes orthodoxes : plus le progrès technique « fait croître la production, plus la consommation diminue » (1) ; « la capacité de vente tend vers l'infini, tandis que la capacité d'achat tend vers zéro » (2).

Cet écart entre les possibilités de vente et d'achat, il est vain de penser le supprimer en restant dans les cadres du régime actuel. « Comme chaque échange exige l'union d'une parcelle de capacité d'achat, il est évident que le nombre des échanges ne cesse pas de diminuer, comme les mariages dans une population où le nombre des hommes augmenterait tandis que celui des femmes diminuerait sans cesse » (3). Cependant, pour ranimer les échanges, producteurs et gouvernements font porter leurs efforts « tantôt sur la capacité d'achat avec l'espoir de l'augmenter, tantôt sur la capacité de vente qu'on veut réduire » (3).

Augmenter le pouvoir d'achat des masses, ce serait, sur le plan privé, augmenter les salaires. Or, c'est à la solution contraire que sont acculés les producteurs pour tenter de rétablir l'équilibre comptable de leurs entreprises et pouvoir ainsi continuer la production.

L'Etat, de son côté, recourt aux manipulations monétaires. Mais augmenter les moyens d'achat, ce n'est pas augmenter le pouvoir d'achat. La monnaie se déprécie, en effet. Les débiteurs se trouvent favorisés, les créanciers sont spoliés ; il y a simple déplacement de capacité d'achat d'une catégorie sociale vers une autre.

D'ailleurs, cet argent créé abondamment n'est pas distribué gratuitement. Sauf dans la mesure où il sert au paiement des traitements des fonctionnaires, il entre dans le circuit des échanges par la porte des productions. La capacité de vente va donc commencer par augmenter, alors que la capacité d'achat ne la suivra qu'à retardement et dans des proportions moindres.

(1) J. DUBOIN, *Libération*, p. 62.

(2) *Id.*, ouvr. cité, p. 63.

(3) *Id.*, ouvr. cité, p. 78.

Cependant, lorsque l'Etat consacre des sommes importantes aux grands travaux ou au réarmement, il crée une capacité d'achat qui n'a pour contre-partie aucune mise en vente de marchandises. Cet heureux résultat n'est toutefois qu'apparent. Pour parer à ces dépenses, l'Etat doit faire appel à l'impôt ou lancer des emprunts, soit, en définitive, prélever sur les contribuables une capacité d'achat égale à celle qu'il a créée. Le remède n'a donc rien que de passager.

Aussi se rallie-t-on à la seconde solution, limiter la production pour diminuer les possibilités de vente. Sans insister sur le caractère stupidement inhumain de cette politique, il suffira de constater qu'elle ne peut mener à l'équilibre. Moins produire, cela signifie utiliser moins de main-d'œuvre, donc distribuer moins de salaires ; c'est aussi répartir moins de dividendes, car les frais généraux restent sensiblement constants, quel que soit le montant de la production. La baisse de la capacité de vente entraîne donc une diminution parallèle des possibilités d'achat et l'écart reste le même. Vouloir résoudre le problème sans sortir du régime actuel, c'est tenter de réaliser la quadrature du cercle. Aussi faut-il, dès à présent, créer une économie nouvelle, n'ayant rien de commun avec le passé : l'économie distributive.



L'ordre nouveau reposera sur trois principes fondamentaux :

1° Les progrès techniques réalisés de nos jours étant le fruit des efforts et des améliorations plus ou moins anonymes de toutes les générations qui nous ont précédés, il en résulte qu'ils sont la propriété collective de tous les hommes et qu'en aucun cas ils ne peuvent profiter seulement à une minorité. Il ne saurait donc être question de maintenir le vieux concept romain de la propriété individuelle : « jus utendi et abutendi » ; le « responsable » dans la société future ne sera que le gestionnaire d'une parcelle du domaine commun.

2° « Le droit à la vie est le droit fondamental et imprescriptible de tout individu. Il est indépendant de toute condition, d'âge, de sexe, de race, de nationalité, de situation sociale, de religion... Le droit à la vie implique, pour tout individu, le droit aux moyens de vivre d'une vie matérielle ou d'une vie intellectuelle » (1). Nous naissons héritiers de toutes les améliorations réalisées par nos prédécesseurs ; nous sommes donc créanciers de la collectivité. L'affirmation de ce droit ne revêtait autrefois qu'une valeur théorique, puisque la quantité insuffisante des produits rendait inévitable la coexistence de saturés et d'insatisfaits. Désormais, au contraire, l'abondance permet de tirer du droit à la vie ses conséquences pratiques : la gêne matérielle ne doit plus s'opposer à l'épanouissement d'un être humain.

3° Il sera procédé à l'utilisation maximum du machinisme existant et à la recherche systématique de procédés nouveaux permettant d'amplifier encore la relève des hommes. Il faut « déshonorer le travail » (Joseph Dubois) ; il ne doit plus être le fait de l'homme, mais de la machine.

Comment fonder l'organisation sociale sur ces trois principes ? Nos auteurs répondent : en substituant l'économie distributive à l'économie échangiste. L'échange n'est qu'une « survivance barbare » de l'époque de la rareté. Il postule la valeur que fait disparaître l'abondance et l'appropriation individuelle des biens qui est illégitime. Aussi bien sa disparition progressive lors de la « crise » prouve-t-elle sa caducité ; ce qu'il faut, c'est *distribuer*.

Jacques Duboin ne s'est livré qu'à quelques considérations générales et prudentes sur le futur régime distributif. En revanche, Gustave Rodrigues et surtout Georges Valois, dans son *Plan*, se sont flattés de le décrire avec précision et se sont même attachés à préparer la période de transition. C'est donc dans leur œuvre que nous puisons des renseignements sur le système monétaire et sur l'organisation de la production et de la répartition en économie distributive.

(1) G. RODRIGUES, *Le droit à la vie*, p. 179 et 180.

Ainsi que son nom l'indique, l'objectif du nouvel ordre économique sera essentiellement de répartir entre tous l'intégralité de la production possible. Notre régime capitaliste s'est avéré incapable de résoudre le problème, parce que le mécanisme de ses lois n'amène entre les mains de chacun qu'une quantité insuffisante d'instruments monétaires. La réforme capitale portera donc sur la monnaie.

On calculera, pour chaque produit, la quantité d'heures-travail nécessaires à sa fabrication : ce sera son « prix ». On fera ainsi le total, chaque année, des heures-travail dépensées à la production des biens consommables dans l'année. Et l'on créera des bons ou billets, libellés en heures-travail, véritables certificats de produits, jusqu'à concurrence de 90 % de la production. Une marge de 10 % est prévue pour assurer une plus grande liberté de choix et compenser les pertes inévitables au cours de la répartition. Les bons seront distribués entre tous les consommateurs. Ceux-ci se présenteront aux magasins et pourront librement opter entre tous les produits, à condition que le montant de leurs achats ne dépasse par le total d'heures-travail qui leur est annuellement imparti. La liberté du consommateur reste donc entière ; une seule limitation : l'obligation d'acheter dans un délai déterminé, car les bons, qui sont personnels et annulés après utilisation, n'ont plus aucune valeur après un an. Ainsi disparaissent l'épargne et l'accumulation des capitaux.

Le capital étant ainsi dépossédé de son rôle dirigeant, il s'agit de savoir qui donnera l'impulsion au régime. Rodrigues et Valois nourrissent une vigoureuse prévention contre l'Etat et rejettent avec horreur tout système « automatique et centralisé ». Va-t-on confier alors aux producteurs le soin d'orienter la production et de se donner des chefs ? Non, certes, car « les nécessités de la production exigent à la direction l'unité de responsabilité, l'action continue, le responsable le plus compétent et le plus énergique ; l'élection par les producteurs eux-mêmes tendra toujours à la dispersion des responsabilités, à la

rupture de la continuité, à la discussion des compétences par les moins compétents, et, à coup sûr, à la désignation comme responsables des hommes les moins aptes à obtenir de leurs collaborateurs le plus grand rendement » (1). Ce sont donc les consommateurs, vrais représentants de l'intérêt général, qui dirigeront l'économie ; la production sera ainsi placée sous « le commandement du besoin » (1).

Mais le consommateur ne peut avoir une action directe que dans un cadre restreint. Aussi Valois estime-t-il que la commune sera la cellule de base de l'économie distributive. Elle se présentera sous la forme d'une coopérative générale de consommateurs avec des magasins où viendront s'approvisionner les membres. Ceux-ci délègueront leurs droits à des conseils élus qui auront la charge de désigner les gérants des magasins de répartition ainsi que les directeurs de toutes les entreprises de production, industrielles ou agricoles, se trouvant sur le territoire de la commune et, de ce fait, propriété de la communauté de consommateurs. Toutefois, il est des entreprises d'une importance telle que leur zone d'action s'étend sur plusieurs communes, voire sur toute une région. Il est, en outre, indispensable de prévoir des magasins de gros intercommunaux chargés d'approvisionner les coopératives communales. Les conseils communaux enverront donc des délégués dans des assemblées intercommunales et régionales qui nommeront les responsables des organismes de production et de répartition correspondant à ces différents échelons.

Le schéma général est, en somme, d'une simplicité élémentaire. Au début de chaque année, chacun dresse un état prévisionnel de ses besoins au cours des douze mois à venir. Les délégués communaux centralisent ces états et font, en conséquence, les commandes nécessaires aux entreprises de la commune dans la mesure du possible et, pour le solde, aux entreprises régionales. Au moment de la mise en circulation des produits, des bons représenta-

(1) G. VALOIS, *Le Plan de Nouvel Age*, p. 11.

tifs, exprimés en heures-travail, sont répartis également entre tous. La totalité des produits créés sera ainsi consommée.

Mais toute la production possible sera-t-elle réalisée ? Qui en effet travaillera ? et quel est le stimulant qui incitera à travailler ?

Il est évident que le recours intensif aux machines diminuera considérablement la quantité de travail humain nécessaire. Seuls les hommes valides assureront le *service social* de la production et ils ne travailleront que quelques heures par semaine. A moins que l'on ne trouve plus avantageux de conserver à peu près la durée actuelle de la journée de travail. En ce cas, après quelques années seulement de labeur, chacun sera libéré du service social.

Si l'on supprime tout intérêt personnel, le rendement ne fléchira-t-il pas fâcheusement ? Malgré leur robuste optimisme, nos économistes n'osent l'affirmer. Aussi, bien qu'à contre-cœur, ils admettent qu'au début du moins, il faudra avantager les producteurs dans la répartition des bons, notamment ceux auxquels incomberont les tâches les plus pénibles. Mais Valois insiste aussitôt sur le moteur que sera l'appétit de consommation : les consommateurs ayant la direction de l'économie feront sur les producteurs une pression continue afin que soit sans cesse augmentée la quantité des produits consommables. Quant à Duboin, il compte sur les mobiles, autres que l'intérêt, qui d'ores et déjà, poussent à l'action : « le désir de gloire, l'habitude, la vanité, le plaisir d'agir, la pitié, le devoir... » (1).

A ceux qui font quelques réserves au sujet de l'ensemble de qualités individuelles que paraît requérir chez tous le fonctionnement de la nouvelle organisation, les prophètes de « la grande révolution qui vient » affirment que le régime de l'abondance modifiera le climat moral de la société. De nombreuses passions deviendront sans objet : plus de classes sociales, donc plus d'envie, ni de haine ; plus de ces déchéances dont l'appât du gain peut revendiquer la paternité ; pourquoi voler quand on a tout ce

(1) *Libération*, p. 236.

qu'on désire ? Qui dira combien d'intelligences, combien de talents et, sans doute, de génies, l'impérieuse nécessité du pain quotidien a fait avorter ? Il n'en sera plus ainsi. La machine, en libérant l'homme des travaux physiques, le vouera aux travaux de conception, de direction et de contrôle, aux spéculations intellectuelles, aux sports, effort physique désintéressé, aux réalisations artistiques, lui permettra, en bref, de développer ce qu'il y a de spécifiément humain dans sa nature. L'abondance apportera dans le monde plus de justice ; elle balayera des esprits les soucis mercantiles ; elle signifiera pour tous l'évasion des travaux forcés et l'accession à une vie supérieurement humaine qui n'était autrefois l'apanage que d'une minorité de privilégiés.

CHAPITRE IV

LE SOCIAL CRÉDIT

Le mouvement du « Social Crédit » a pris naissance en Angleterre, vers 1923. C'est en 1924 que son fondateur, le major C.-H. Douglas, a publié la première édition du livre qui a donné son nom à l'organisation. Il ne semble pas que ses idées aient eu un grand retentissement en Grande-Bretagne proprement dite, encore qu'un écrivain du renom de Wells ait pu signer des articles que certains interprétèrent comme une adhésion aux théories du Social Credit. Douglas, d'ailleurs, a accusé la finance anglaise, toute puissante sur la presse, d'avoir organisé autour de lui la conspiration du silence par crainte de ses attaques. En revanche, le mouvement du « Social Credit » a connu un réel développement dans les pays scandinaves, aux Etats-Unis, dans les Dominions et tout spécialement au Canada, où, en 1935 le gouvernement de la province d'Alberta fut élu en entier sur le programme de Douglas.

L'apparence séduisante des théories de crédit social explique aisément leur diffusion auprès du grand public, inquiet devant la crise, dérouté par le caractère paradoxal de certains phénomènes et peu au fait des complexités économiques.

Le major Douglas a reçu une formation d'ingénieur. Pendant la guerre de 1914-1918, il a été chargé du calcul des prix de revient des munitions. Ces deux faits expliquent en grande partie ses idées. Comme technicien, il

prendra conscience des possibilités immenses que les progrès de la rationalisation et du machinisme ouvrent à la production et s'irritera que le problème commercial et financier de l'écoulement des marchandises entrave l'essor techniquement possible. Son étude des prix de revient le mettra, croit-il, sur la voie d'une explication et d'une solution.

Comme les technocrates, Douglas reconnaît ce qu'il doit à Veblen. Comme eux, il juge inadmissible que les hommes qui ont à leur disposition les moyens de produire cinq fois plus qu'aujourd'hui, en soient empêchés par un système monétaire et financier qui est cependant leur création ; il trouve paradoxal que le machinisme engendre à la fois l'abondance et le chômage, c'est-à-dire la misère, pour un nombre croissant d'ouvriers. A leur exemple, enfin, il s'en prend avec vigueur à la haute finance. Il lui reproche une politique qui tendrait, par le truchement du crédit, à imposer sa tutelle à l'industrie et à s'opposer systématiquement au développement de la production.

Cependant, son analyse du déséquilibre économique est, nous le verrons, assez différente de la leur. Et ses conclusions revêtent un caractère beaucoup moins révolutionnaires. Il ne veut nullement supprimer le système monétaire et le système des prix. Il désire simplement leur faire subir des aménagements qui, à son sens, leur enlèverait toute nocivité.

Douglas a également marqué nettement qu'il se distingue des socialistes. Il n'oppose pas seulement ses solutions aux leurs. Il leur reproche de ne voir dans la crise qu'une mauvaise répartition du pouvoir d'achat. « Notre argument, dit-il, n'est pas seulement que le pouvoir d'achat financier est distribué d'une façon non satisfaisante, mais qu'il est collectivement insuffisant » (1). D'autre part, sur le plan social, il estime que les socialistes ont une vue simpliste de la lutte entre les prolétaires et toutes les autres classes. A ses yeux, il y a deux clans irréductible-

(1) *Social Credit*, p. 82.

ment opposés : celui de la haute finance, et l'autre qui englobe tout le reste de la société.

Le « Social credit » revêt donc une physionomie originale. Avec R. Marjolin, nous pouvons provisoirement le définir : « Une doctrine de l'abondance qui impute à la finance la responsabilité d'une insuffisance absolue de pouvoir d'achat et propose pour y remédier, une politique inflationniste » (1).

Comment expliquer cette insuffisance de pouvoir d'achat ? Au cours de ses études de prix de revient, Douglas constata que le total des salaires, appointements et dividendes distribués au cours de l'année par les entreprises est toujours inférieur au montant des marchandises livrées par elles. Il en conclut que, dans le système actuel, le pouvoir d'achat créé ne permet jamais d'acquérir la totalité de la production et qu'il y a par suite une crise chronique de sous-consommation.

Pour démontrer son assertion, Douglas propose ce qu'il a appelé le théorème $A + B$. « Dans toute entreprise, les paiements peuvent être divisés en deux groupes : un groupe A qui comprend les paiements effectués à des individus au titre des salaires, traitements et dividendes, et un groupe B qui comprend les paiements effectués à d'autres organisations pour matières premières, frais de banque et autres coûts externes. Le taux de distribution du pouvoir d'achat aux individus est représenté par A, mais puisque toutes les dépenses s'inscrivent dans les prix, le taux de formation des prix ne peut pas être inférieur à $A + B$. Puisque A n'achètera pas $A + B$, une proportion du produit au moins équivalente à B doit être distribuée au moyen d'une forme de pouvoir d'achat qui n'est pas comprise dans l'énumération donnée pour A » (2).

Douglas distingue donc deux parties dans le coût de production : le coût interne qui est générateur de pouvoir

(1) R. MARJOLIN, *Les nouveaux courants de la théorie économique aux Etats-Unis*, par G. PIROU, fascicule IV, p. 140.

(2) *The monopoly of Credit*, p. 26.

d'achat, et le coût externe qui se répercuterait sur les prix, mais non sur le pouvoir d'achat.

Cependant, il n'est sans doute pas très sûr lui-même de la solidité de sa position, car il apporte à la thèse primitive des atténuations et des rectificatifs.

Même si, dit-il, il était établi que les sommes représentées par les coûts externes doivent, à un moment donné, devenir du pouvoir d'achat, il n'en resterait pas moins que les salaires sont payés au cours du processus de production et qu'ils sont en partie dépensés au moment où la marchandise est mise en vente. Le pouvoir d'achat sera donc bien insuffisant pour que la totalité de la production trouve acquéreur.

Un disciple de Douglas, Constant de Witt, présente l'argument d'une façon un peu différente. Supposons par exemple, une production qui exige trois mois pour aboutir à son terme. L'argent indispensable au financement de ce processus a été dépensé au cours de ces trois mois. Le total de la monnaie en circulation a donc augmenté avant qu'il y ait accroissement correspondant de marchandises. Il y a par suite augmentation de la demande et hausse des prix. « Il y a inflation constante dans les prix, d'où une diminution de pouvoir d'achat du consommateur. » (1)

D'après une autre version, l'insuffisance générale de pouvoir d'achat ne serait pas mesurée par le montant des paiements B, mais par l'excédent des nouveaux investissements sur l'amortissement. C'est ainsi l'épargne qui serait la grande responsable.

Douglas soutient enfin une autre théorie. A son avis, les entreprises ne peuvent produire que grâce à des crédits bancaires d'un volume extrêmement important. Lorsqu'elles consacrent leurs profits au remboursement de ces crédits et qu'en contrepartie les banques ne consentent pas de nouvelles avances, il y a contraction du pouvoir d'achat.

La thèse, on le voit, n'est pas d'une netteté parfaite. On perçoit quelque hésitation sur le choix des arguments.

(1) *Esquisse de Crédit Social*, par Constant DE WITT, p. 10.

Cependant, quels qu'ils soient, ils veulent toujours prouver un défaut de proportion entre production et pouvoir d'achat.

Ces causes de sous-consommation n'étant pas nouvelles, on peut se demander pourquoi elles n'ont pas déjà provoqué une catastrophe.

La raison en est qu'il y a parfois création de pouvoir d'achat sans création correspondante de marchandises.

C'est le cas lorsque des entreprises en faillite sont obligées de liquider leur stock au-dessous du coût de production, ou bien lorsque des allocations sont distribuées aux chômeurs. De même lorsqu'un pays exporte, le pouvoir d'achat créé par la production des marchandises exportées est réparti entre les nationaux, alors que les marchandises sont vendues à l'extérieur. Enfin la guerre elle-même est comparable à l'exportation avec la seule différence que les produits sont distribués gratuitement aux ennemis sous forme d'explosifs.



De la critique du régime actuel se dégage le remède. Puisque tout le mal vient de ce que le pouvoir d'achat est insuffisant, il appartient à l'Etat de le compléter par le Crédit social, c'est-à-dire par une création monétaire.

Quel volume faudra-t-il donner à cette circulation supplémentaire de monnaie? Cela dépendra évidemment du choix qui sera fait entre les différentes explications proposées par Douglas.

« Si l'on admet le théorème $A + B$, le Crédit social doit être égal à B . Si l'on reconnaît qu'il y a absence de synchronisme entre la création du pouvoir d'achat et la création des marchandises et que le déficit du pouvoir d'achat est égal aux nouveaux investissements ou à la diminution des crédits bancaires, le Crédit social devra se monter à la valeur de ces nouveaux investissements ou de cette diminution des crédits bancaires. » (1)

(1) R. MARJOLIN, ouvrage cité, p. 144.

Le choix est d'importance, car selon qu'il portera sur l'une ou l'autre des théories exposées, le montant du Crédit social variera, d'après R. Marjolin, entre 70 et 5 % de la valeur de la production.

Il convient de préciser également selon quelles modalités se fera la distribution du dividende social.

Douglas appelle « prix exacts » les prix qui permettraient la consommation intégrale de la production. Par coût de production, il faut entendre le total de tous les coûts tels qu'on les calcule dans le système financier actuel. Ces définitions étant posées, on peut établir la formule suivante :

$$\frac{\text{prix exacts}}{\text{coût financier de production}} = \frac{\text{consommation de richesse}}{\text{production totale de richesse}}$$

Si donc les prix exacts concordaient avec le coût financier, il y aurait consommation intégrale de la production. Mais, il n'en est rien. Nous avons vu que le pouvoir d'achat est insuffisant; s'il n'est pas augmenté, il faut que les prix exacts diminuent et descendent au-dessous du coût financier. Or, c'est impossible, car la vente cesserait d'être bénéficiaire. Il est donc indispensable de trouver un biais pour créer du pouvoir d'achat en quantité telle que les prix exacts soient maintenus au niveau du coût financier et qu'ainsi soit possible la consommation intégrale des richesses produites.

Douglas a pensé trouver une solution dans la création d'un Office National de Crédit, qui dresserait un véritable bilan de la nation. A l'actif figureraient les ressources naturelles, les usines, les marchandises fabriquées ou importées. Le passif serait représenté par l'usure du matériel, les produits consommés ou exportés. La confrontation des deux postes ferait apparaître la valeur monétaire du capital de la nation. Il suffirait ensuite que l'Office créât de la monnaie jusqu'à concurrence de ce capital.

Comment distribuera-t-on ce pouvoir d'achat supplémentaire? Deux systèmes différents sont envisagés.

L'Office National de Crédit verserait tous les ans à chaque citoyen un « dividende social » d'un montant égal

pour tous les adultes, moins élevé pour les jeunes. Les progrès réalisés dans la production sont le fait des générations anonymes qui nous ont précédés. Nous avons à nous partager un héritage collectif auquel nous avons tous droit également. Le système du « dividende social » permettrait de compenser en partie les injustices provoquées par le régime d'une propriété privée qui ne se justifie que par des raisons de rendement.

Le deuxième moyen consisterait dans un jeu de ristournes. Nous avons vu qu'en payant le prix courant, le consommateur paye trop cher, en égard à son pouvoir d'achat. Dans le système envisagé, « tout acheteur paierait au détaillant le prix plein de l'article acheté et recevrait en même temps une fiche pour le montant payé. Ces fiches, l'acheteur les présenterait à sa banque pour qu'elles soient comptabilisées et à certains intervalles convenables, 3, 6 ou 12 mois, le consommateur serait crédité de la somme qui lui serait dûe comme ristourne ou escompte sur ses achats pendant cette période, escompte déterminé par la formule du prix exact, pour la période considérée. » (1)

Grâce au Crédit social, affirment Douglas et ses disciples, toute la production possible sera intégralement consommée et l'on ne verra plus l'inimaginable stupidité de la misère au milieu de l'abondance.

(1) Constant DE WITT, ouvrage cité, p. 13.

CHAPITRE V

LE PLAN FRANÇAIS

Les années 1934 et 1935 ont été marquées en France par une étonnante floraison de plans économiques et politiques qui étaient destinés, dans l'esprit de leurs auteurs, à mettre fin à l'inquiétude provoquée par un chômage croissant, la paralysie des échanges et les signes évidents d'usure présentés par le régime politique. Plan de la Confédération générale du Travail, plan de la Confédération française des syndicats chrétiens, plans radicaux de M. Emile Roche et du Comité de Vigilance, plan de Nouvel Age, plan de la Troisième Force, plan du 9 juillet... et nous ne citons que les principaux.

En 1934 s'était également constitué un Comité du Plan. Son secrétaire général et animateur, M. Marcel Déat, nous dit qu'il était composé « d'une équipe d'hommes de bonne volonté, les uns représentant officiellement des partis politiques ou des organisations économiques, les autres venus librement des milieux syndicalistes ou des groupements d'anciens combattants, d'autres enfin ne revendiquant que leur qualité de techniciens, mais tous également attachés à quelques idées simples et claires : primauté des problèmes économiques posés par la crise, nécessité de faire reculer le chômage et la misère pour sauver la liberté et empêcher la plus absurde des guerres civiles, urgence d'un

effort de rassemblement autour d'un Plan constructif. » (1)

Fin 1935, paraissait en librairie, sous le titre *Le Plan Français* le résultat du travail collectif du Comité, rédigé d'ailleurs en fait par M. Edouard Chaux. Ce premier volume était uniquement consacré aux problèmes économiques. Un second devait suivre : *La Nouvelle France*, où se trouvent exposées les conceptions du Comité en matière politique. D'autre part, un article de M. E. Chaux, paru dans l'« Etat Moderne » de décembre 1937 apporte d'utiles précisions sur les thèses du « Plan Français ».

**

De même que les théoriciens dont nous avons exposé les idées, les rédacteurs du Plan partent du fait inadmissible de l'abondance provoquant la misère; comme eux, ils expliquent la crise par une insuffisance générale de pouvoir d'achat.

La vente bénéficiaire est, disent-ils, « la source unique du pouvoir d'achat » (2). Par bénéfice, il faut entendre « la somme des autres productions ou des services que le fait de livrer à la communauté une production donnée vaut à l'ensemble de ses participants » (3). Le bénéfice social est « représenté par le total des salaires, traitements, ou revenus qui sont distribués » (4) par la production considérée. Bénéfice social n'est pas synonyme de bénéfice comptable, mais son maintien ou son augmentation est subordonnée au bénéfice comptable de l'entreprise. La vente bénéficiaire « conditionne donc étroitement la formation du pouvoir d'achat général » (5).

Sont solidaires de la vente bénéficiaire non seulement ceux qui prennent une part à la production, mais aussi tous ceux qui exercent une profession libérale, car ils ne

(1) *Le Plan français*, p. 9.

(2) *Id.*, p. 40.

(3) *Id.*, p. 40.

(4) *Id.*, p. 43.

(5) *Id.*, p. 45.

vendent leurs services qu'aux personnes dotées d'un pouvoir d'achat, et tous les fonctionnaires, car le budget de l'Etat est lui-même conditionné par le pouvoir d'achat des citoyens.

Or l'abondance des produits provoque une concurrence des prix telle que la vente bénéficiaire devient impossible et que le pouvoir d'achat général ne cesse de s'amenuiser.

Les adeptes de l'économie distributive en concluent la caducité définitive du régime des prix. Les planistes, au contraire, estiment que la comptabilité-argent est de tous les systèmes de répartition des richesses le plus pratique. La solution, pour eux, n'est donc pas de supprimer les prix, mais de n'en plus faire le résultat du jeu de la loi de l'offre et de la demande.

Les prix doivent être considérés sous deux aspects complémentaires. Du point de vue du producteur, ils doivent être tels qu'ils lui permettent d'acheter sa part de toutes les autres productions auxquelles il ne participe pas. Du point de vue du consommateur, on affirme communément qu'ils doivent être les plus faibles possibles. C'est une erreur. Payer des produits à un prix insuffisamment rémunérateur, c'est enlever au producteur une partie de son pouvoir d'achat, c'est donc diminuer la consommation, et, ultérieurement, la production. L'immense majorité des gens sont à la fois producteurs et consommateurs; ils doivent comprendre que « le seul et unique moyen de restaurer et d'accroître le pouvoir d'achat consiste à l'inscrire au préalable dans les prix de vente » (1). La phobie de la vie chère est un sentiment malfaisant. Il doit y avoir un équilibre tel entre les prix que chacun puisse acquérir sa part de toutes les productions et qu'ainsi tous les produits soient intégralement consommés. En outre, il faut que les prix s'élèvent à mesure que se développe la quantité créée de certains biens ou chaque fois qu'une production nouvelle s'instaure. Dans cette dernière hypothèse, il faut en effet considérer que si le pouvoir d'achat de ses ache-

(1) *Le Plan français*, p. 77.

teurs n'a pas augmenté, le produit nouveau ne pourra être acquis qu'au détriment des produits anciens et il y aura ainsi déséquilibre. Il est indispensable, notamment, que les prix des produits parvenus au stade de la saturation, par exemple les denrées agricoles, soient élevés dès que, dans un secteur quelconque de l'économie, la production a progressé.

Ces raisonnements conduisent les auteurs du Plan français à définir ce qu'ils appellent le « prix social » : « moyen comptable de donner à chaque participant à une production donnée son juste bénéfice, c'est-à-dire le pouvoir d'achat qui lui est nécessaire pour consommer sa juste part de toutes les autres productions dans la proportion où ces dernières existent en quantité. » (1)

Ils ajoutent que le prix social aura pour mission « de répartir équitablement le pouvoir d'achat général :

a) *entre les diverses productions*, en fonction des capitaux investis dans chacune d'elles et du nombre d'hommes qui y participent;

b) *au sein de chaque production* entre tous les éléments qui y concourent : salariés, employés, techniciens, direction et, enfin, capital;

c) il devra prévoir, en outre, la *part proportionnelle* des charges sociales communes qui incombe à chaque production. » (1)

Chacun devra pouvoir consommer sa « juste part » de la production totale. Le prix social ne serait-il pas étroitement apparenté au « juste prix » des canonistes et, comme lui, ne serait-il pas plutôt une notion morale qu'une réalité économique nettement définissable? M. Ed. Chaux tente de répondre à l'objection et s'efforce dans son article de l'« Etat Moderne » de démontrer que le prix social peut être mathématiquement déterminé.

Pour ce faire, il recourt à l'abstraction et définit « *entité économique* l'ensemble des humains qui tirent leur revenu, ou une part de leur revenu, de la vente d'une production

(1) *Le Plan français*, p. 120.

déterminée ou d'un service déterminé, dans un cycle économique donné (1).

Supposons que trois entités économiques soient en présence et que chacune produise un certain tonnage de biens consommables. Si nous savons sur quelles quantités porteront les échanges entre les entités, et si nous fixons le prix unitaire d'une catégorie de produits, des équations élémentaires nous permettent de trouver à quels prix doivent être vendus les deux autres catégories afin qu'entre les trois entités les échanges soient maxima et que l'intégralité de la production soit consommée. Ces équations définissent les « prix sociaux ».

Ces prix étant déterminés, envisageons l'hypothèse selon laquelle le prix unitaire de vente de l'une des catégories de produits diminuerait de moitié. Les participants à la production affectée verraient leur pouvoir d'achat amputé d'autant. Les deux autres catégories de produits ne pourraient être intégralement distribuées et leurs producteurs, devant la nécessité d'écouler leurs stocks, entreraient en concurrence, vendraient à perte. Ce serait désormais « la course entre la baisse des prix et la baisse du pouvoir d'achat » (2).

Si maintenant nous supposons que les produits A existent en quantité suffisante, qu'au contraire la quantité des produits B et C doive être doublée, peut-on déterminer les prix nouveaux qui devront être adoptés afin que l'intégralité de la production soit distribuée ? Une première solution consisterait à réduire de 50 % les prix B et C, les prix A restant constants. Mais elle n'est pas très praticable, car « les hommes ne sont guère incités à l'effort de produire davantage, si leur revenu ne doit pas être augmenté » (3), car l'augmentation de la production aura nécessité des investissements nouveaux et par conséquent les charges d'intérêts se seront accrues, car dans les prix entrent des éléments fixes (dettes, charges sociales) qui

(1) *L'Etat Moderne*, décembre 1937, p. 392.

(2) *L'Etat Moderne*, p. 399.

(3) *Id.*, p. 400.

sont incompressibles, car, enfin, les organismes de distribution (grossistes, intermédiaires, détaillants) freinent toujours la baisse des prix. La solution inverse peut être envisagée : doubler les prix A, B et C restant sans changement. En fait, il apparaîtra plus commode dans la plupart des cas d'augmenter légèrement les prix des produits B et C, et plus sensiblement ceux des produits A. L'équilibre sera ainsi rétabli.

Pour la clarté de l'exposition, les opérations de détermination des prix ont été schématisées. En fait, il faudra tenir compte que tous les participants à une entité économique donnée, l'épargne comme le travail, devront être convenablement rémunérés. Il sera également logique d'incorporer dans les prix la part qui incombe à l'entité dans les charges des services publics et du service social.

L'examen de ces problèmes, bien que simplifiés, conduit M. Ed. Chaux aux conclusions suivantes :

« 1° Il existe entre les diverses entités économiques, en fonction des quantités produites et du nombre d'hommes qui ont participé à la production ou à la distribution, un rapport des prix, qui permet seul la distribution intégrale de toute la production possible. » (1)

« 2° Pour se réaliser, l'augmentation en quantité d'une production encore insuffisante exige rigoureusement l'augmentation des prix des productions arrivées à satiété. » (2)

« 3° Il suffit d'une baisse de prix sensible dans une production importante pour entraîner le déséquilibre comptable dans toutes les autres et pour déterminer, par conséquent, ce qu'on appelle la sous-consommation et la crise. » (3).

Aux yeux des promoteurs du Plan Français, la fixation de prix sociaux pour tous les biens consommables n'est pas nécessaire. Il suffirait qu'elle soit faite pour les pro-

(1) *L'Etat Moderne*, p. 411.

(2) *L'Etat Moderne*, p. 413.

(3) *Id.*, p. 415.

duits principaux pour que soit imprimée à l'économie une orientation satisfaisante. Il y aurait donc, comme dans le système préconisé par Henri de Man, un secteur « plané » et un secteur libre.

*
**

Les auteurs du plan estiment avoir établi « la nécessité pour l'homme moderne de créer volontairement son pouvoir d'achat à tous les échelons de la production dans des proportions judicieusement calculées, et bénéficiant d'un accroissement dans le temps parallèle à l'accroissement de la production. » (1)

Le principe étant acquis, il reste à modifier les lois et à créer des institutions nouvelles pour le mettre en pratique.

En premier lieu, il est indispensable de définir un véritable droit économique dont l'observance s'imposera à tous. Le nouveau Code « étendra à la richesse en puissance le droit de propriété réservé jusqu'ici à la richesse acquise » (2), c'est-à-dire que sera proclamé le droit de tout homme « de participer directement ou indirectement à une production et d'en tirer son légitime pouvoir d'achat » (2). L'intérêt général devra dominer sans contestation possible les intérêts particuliers. Le respect des prix sociaux, fixés par les représentants qualifiés de l'intérêt général, s'imposera donc à tous. Un nouveau Code pénal devra définir et sanctionner la contravention, le délit et le crime économiques. Dans l'ordre légal nouveau, nul ne pourra tenir « sa richesse propre que du consentement mutuel des autres » (3).

C'est à un organisme économique composé « d'hommes qualifiés, impartiaux, responsables » (4) qu'il appartiendra « non seulement de définir en ses détails le Droit nou-

(1) *Le Plan français*, p. 113.

(2) *Le Plan français*, p. 115.

(3) *Id.*, p. 117.

(4) *Id.*, p. 146.

veau et d'en assurer le respect, mais encore d'établir le prix social et de représenter l'intérêt général dans toute notre vie économique (1). Sa tâche « peut se diviser sommairement en trois éléments principaux :

- a) prévoir et ordonnancer,
- b) contrôler et arbitrer,
- c) éventuellement sanctionner ou punir » (2).

Les directives générales devront émaner d'un Bureau Central du Plan.

Il s'agit donc d'une véritable révolution économique qui modifiera l'aspect de tous les problèmes. Ses promoteurs étudient plus spécialement ses répercussions sur le commerce international, sur l'agriculture et sur le crédit et l'épargne.

Il est évident que la suppression de la concurrence à l'intérieur du pays serait sans effet si les prix nationaux devaient continuer à lutter avec les prix mondiaux. La concurrence des prix est aussi destructive de pouvoir d'achat sur le plan international que sur le plan national; le respect du droit économique nouveau devra s'imposer aux peuples comme aux particuliers.

La mise en pratique de ces principes sera réalisée grâce à un système d'éclusage. Exportation et importation se feront par l'intermédiaire d'un Comptoir du Commerce Extérieur, « organisme compensateur destiné à centraliser les besoins d'importation comme les possibilités d'exportation, et qui répartira les produits importés à des prix tels qu'ils ne pourront apporter aucun trouble dans l'économie intérieure ; ce comptoir bénéficiant du prix mondial pour les produits importés, réalisera, en les vendant en France, un profit comptable qui lui permettra, par contre, d'acheter les produits destinés à l'exportation au prix des producteurs nationaux » (3). Cette organisation,

(1) *Le Plan français*, p. 146.

(2) *Id.*, p. 149.

(3) *Id.*, p. 157 et 158.

affirment ses protagonistes, tendra « à augmenter le volume général des échanges, la quantité de pouvoir d'achat global, le niveau général de la vie (1) et suscitera « la formation dans le monde de groupements correspondants, échangeant entre eux leurs excédents, et dont chacun constituera un système économique complet et équilibré » (2).

Le problème agricole sera, lui aussi, résolu selon les principes généraux du Plan. On peut admettre que, dans l'ensemble, la production des denrées est suffisante. Mais comme la diversité et la quantité des produits industriels ne cessent de croître et que les paysans représentent une fraction importante des acheteurs, il est indispensable, pour que toute la production soit consommée, que les prix des denrées s'élèvent. L'opération sera réalisée grâce à l'institution de comptoirs qui achèteront aux agriculteurs la totalité des principaux produits à des prix rémunérateurs, même s'il y a excédent. Ils les cèderont ensuite aux grossistes.

Le crédit et l'épargne, enfin, devront être dirigés en fonction de l'intérêt général. Lorsqu'elles escomptent des traites, ou prêtent sur titre, ou ouvrent un crédit, les banques créent un véritable pouvoir d'achat « qui constitue une sorte d'escompte, plus ou moins hasardeux, de la vente bénéficiaire de l'avenir » (2). Dans le passé, le crédit bancaire a contribué au développement industriel. Dans l'économie planée de demain, où le pouvoir d'achat sera créé en quantité suffisante, il ne sera plus d'aucune utilité. A titre transitoire, on peut conserver aux banques leur rôle actuel, mais à condition qu'elles soient contrôlées par les représentants de l'intérêt général. De même, l'ordre nouveau ne pourra s'accommoder de la liberté des investissements. Il appartiendra à l'organisme directeur de déterminer dans quelle mesure il est de l'intérêt du pays d'économiser du pouvoir d'achat, afin d'augmenter telle ou telle production.

(1) *Le Plan français*, p. 160.

(2) *Id.*, p. 177.

Telles sont les lignes essentielles du Plan Français. Ses auteurs estiment que sa mise en pratique pourrait être immédiate et serait de nature à faire disparaître le chômage, à diminuer le temps de travail de chacun et à assurer à tous un pouvoir d'achat sans cesse croissant qui permettrait de distribuer intégralement l'abondance.

L'affirmation humaine n'est qu'hypothèse.
Toute croyance doit être provisoire.

Henri FAUCONNIER, *Malaisie.*

DEUXIEME PARTIE

Critique des théories modernes de l'abondance

CHAPITRE PREMIER

NOTRE RÉGIME ECONOMIQUE EST-IL CONDAMNÉ A L'ABONDANCE COLLECTIVE ET A LA MISÈRE INDIVIDUELLE ?

Que penser des faits invoqués par nos auteurs ? Quelle valeur probante faut-il attacher aux arguments qu'ils en tirent contre notre régime économique ? Telles sont les deux questions auxquelles nous essaierons de répondre.

Il semble bien que la généralité et l'ampleur du phénomène de l'abondance aient été quelque peu exagérés par eux. Pour de très nombreuses catégories de produits, l'existence limitée des matières premières ou des moyens de production, ou même des deux à la fois, rendait impossible, et sans doute pour de nombreuses années encore, une abondance réelle. D'autres fois, la destruction, assurément impardonnable, de certains biens consommables a pu donner l'apparence de l'abondance, alors qu'en réalité leur répartition entre toutes les personnes désireuses de les consommer eût été loin de permettre la satisfaction intégrale des besoins de tous.

Duboin et ses disciples ne niaient pas, d'ailleurs, qu'il y ait eu encore rareté en quelques domaines. Mais ils affirmaient qu'une fois libérée de toutes les entraves actuelles, la production prendrait un tel essor qu'en très peu de temps l'abondance de tous les produits deviendrait une réalité.

Ce faisant, ils paraissent avoir sous-estimé le temps nécessaire à la conception et à la réalisation de l'outillage, puis à son aménagement et à l'adaptation de la production. Ils semblent avoir méconnu les nombreuses résistances sociales et psychologiques que ne manquerait pas de susciter une organisation rationalisée, orientée vers un seul but : produire. Les avantages qu'elles présentent à ce point de vue inciteraient sans doute à la création de grandes entreprises. Il serait chimérique de tabler sur le concours enthousiaste de quelques centaines de milliers de petits et moyens producteurs dépossédés de leur rôle dirigeant et dont la collaboration serait cependant indispensable pour mener à bonne fin l'œuvre entreprise. Enfin et surtout, dans le domaine agricole, trop souvent absent de l'esprit des constructeurs de cités futures, une augmentation très sensible de la production se heurte à des impossibilités de fait. Les conditions atmosphériques, sur lesquelles les hommes n'ont aucune prise, sont un perpétuel élément d'incertitude et les plus belles espérances d'abondance peuvent, sous l'effet d'un orage malencontreux, faire place à la plus cruelle des disettes. Les productions agricoles sont soumises au rythme de la vie. La période de gestation d'une vache est de 9 mois et il est peu vraisemblable qu'on trouve moyen de la raccourcir. On a réussi, en utilisant des courants telluriques, à faire pousser des légumes de taille monstrueuse en des temps records. Mais de l'avis même de ceux qui purent en juger, ils étaient loin d'avoir les qualités nutritives et gustatives des légumes qui, longuement, prennent au sol et au soleil leurs éléments nourriciers. C'est là, dans le domaine de la biologie, que l'homme atteint le plus rapidement les limites de ses possibilités.

Malgré ces réserves, il nous paraît incontestable que la production a pris, en quelques vingt ans, une ampleur inouïe, et que si nous exploitions à fond les moyens dont nous disposons d'ores et déjà, après avoir levé tous les obstacles économiques, nous serions encore surpris des possibilités de richesse que nous négligeons.

La substitution du travail mécanique au travail musculaire appelle, elle aussi, quelques observations. Les théoriciens de l'abondance ont tendance à rechercher leurs exemples dans les industries qui, par la nature de leurs fabrications, se prêtent particulièrement bien au machinisme. Mais on est obligé de constater que le phénomène est extrêmement variable suivant les catégories d'industries. En France, notamment, il est de très nombreuses branches de production dans lesquelles les entreprises ne groupant que peu d'ouvriers, n'utilisant que quelques machines, se comptent par milliers. Si elles ont échappé à la concentration et à la fabrication en grandes séries, c'est que leurs produits (articles de mode, de luxe, par exemple) sont d'une infinie variété et que leur justification est la variété même. En tout et partout rationaliser à outrance, standardiser, ce serait, à notre avis, une régression déplorable.

Certains exemples, particulièrement typiques, de « relève » de l'homme par la machine qu'ont cités les technocrates et leurs disciples français, prêtent sans doute à la critique. Un technocrate, Stuart Chase, en a lui-même convenu. Mais que le recours à telle machine supprime 10 ouvriers et non pas 20 comme on l'a dit, cela nous semble de peu d'importance. Les enquêtes faites en Amérique et en France prouvent surabondamment une *tendance* générale : de plus en plus, le développement du machinisme diminue la part de l'effort humain dans la production. Et cela seul nous importe. D'ailleurs, l'ampleur et la persistance du chômage ne font que corroborer cette affirmation.

En résumé, nous donnons notre accord sur les deux propositions suivantes :

— la puissance de production des pays industrialisés a atteint, ces dernières années, un degré jamais égalé ;

— en même temps, par suite du perfectionnement du machinisme, la participation de millions d'ouvriers au processus de production est devenue inutile.

Ces deux faits posent les problèmes les plus graves. Peuvent-ils être résolus dans le cadre de notre régime économique ? Nos théoriciens répondent : non. Il convient maintenant d'apprécier les arguments qu'ils invoquent.

*
**

Ils se ramènent à trois :

1° L'abondance supprime la valeur et, par suite, rend impossible l'économie échangeiste.

2° Le chômage technologique entraîne une sous-consommation ouvrière et les produits ne trouvent plus assez d'acquéreurs.

3° L'endettement prend de telles proportions que le poids de la dette deviendra bientôt intolérable et qu'il faudra abandonner le principe de la rémunération des capitaux.

Les partisans des doctrines d'abondance laissent entendre souvent, et affirment parfois que dès qu'un produit est abondant, il perd toute valeur d'échange. Et de citer en exemple le cas de l'eau ou de l'air. Il y a cependant une différence. L'air et l'eau sont surabondants par rapport aux besoins humains. Pour les produits, au contraire, dont la fabrication exige un travail, même minime, la surabondance équivaldrait à un gaspillage irrationnel. Et ce n'est certainement pas le but recherché. Il est souhaitable qu'il y ait assez de produits pour satisfaire intégralement aux besoins de tous ; plus serait inutile et stupide. Mais dans l'hypothèse d'une égalité entre produits et besoins, il est loin d'être prouvé que la valeur d'échange tomberait à zéro. D'autant que la rareté relative n'est pas le seul élément qui la détermine ; il faut également faire entrer en ligne de compte l'utilité.

Peu importe, dira-t-on, il suffit qu'elle descende au-dessous du coût de production pour fausser le mécanisme actuel de l'économie. Encore que certains économistes continuent à faire une place au coût de production dans la théorie de la valeur, il est exact que le fait se produit. Les

adeptes des doctrines libérales lui attribuent même une grande vertu sélective. Si donc il était établi que l'abondance en tous les domaines est suffisante — nous avons fait sur ce point quelques réserves — pour que les prix de vente deviennent inférieurs aux prix de revient, il n'est pas douteux que notre régime économique, dans sa forme actuelle, serait gravement compromis.

Devrait-on en conclure logiquement la suppression de l'économie échangiste ? Nos théoriciens affirment : l'échange suppose la valeur ; or, l'abondance tue la valeur ; il y a donc une antinomie irréductible entre l'échange et l'abondance. Le syllogisme est peut-être valable si l'on prétend qu'il n'y a que deux systèmes possibles : le régime libéral et l'économie distributive. Mais ne peut-on en concevoir un autre, intermédiaire, dans lequel les prix ne résulteraient pas du jeu de la loi de l'offre et de la demande, mais seraient fixés de façon à assurer une vente bénéficiaire ? Il y aurait encore échange et, peut-être, possibilité d'intégrer l'abondance. Ainsi pensent, notamment, les auteurs du Plan Français. Nous ne voulons pas, pour le moment, porter de jugement sur ces conceptions. Nous disons seulement que Duboin et ses disciples ne devaient conclure comme ils le font qu'après avoir discuté et écarté cette solution.

La question du chômage a provoqué de nombreuses discussions. Certains encore ne veulent voir en lui que la manifestation temporaire d'une crise cyclique. Nous pensons, avec les technocrates, que son ampleur et surtout sa persistance jamais égalée, concordant avec un essor inouï du machinisme, lui confèrent indubitablement le caractère technologique.

Il en résulte une sous-consommation ouvrière, disent nos théoriciens. Mais, en même temps, ils prétendent que l'abondance entraîne automatiquement une baisse des prix. N'y a-t-il pas là contradiction ? Les classes ouvrières ont des moyens monétaires réduits, mais si les prix diminuent parallèlement, leur pouvoir d'achat ne reste-t-il pas

le même ? N'exagérons pas la portée de l'observation. En effet, il n'y a pas nécessairement parallélisme et concomitance entre les deux phénomènes. Et surtout, de nombreux obstacles naturels et artificiels s'opposent à la chute des prix.

Y a-t-il un espoir de résorber le chômage sans sortir du régime ? On a dit que les progrès mêmes des techniques feront apparaître des industries nouvelles absolument insoupçonnées, qui donneront du travail aux chômeurs. A l'appui de cette thèse, on a cité le cas de l'automobile, celui de l'avion, celui des appareils de T. S. F. Il n'est pas impossible, en effet, que des industries se révèlent ; c'est même probable. Mais il est infiniment douteux, étant donnée l'ampleur du chômage, qu'elles absorbent la totalité des sans-travail. D'autant que (DuBoin l'a fort justement fait remarquer) les industries éventuelles seront rationalisées dès leur origine et n'emploieront que peu de main-d'œuvre.

Nous n'insisterons pas sur le remède temporaire qu'apparemment a constitué le réarmement. Reste la solution des grands travaux. Elle mérite un examen plus minutieux.

A son sujet, deux questions essentielles se posent. Notre régime économique a-t-il la possibilité de réaliser de grands travaux ? Autrement dit, est-il en mesure d'en assurer le financement sans graves dangers pour lui ?

D'autre part, les grands travaux seraient-ils efficaces ? Permettraient-ils de résorber intégralement le chômage ?

Le recours à l'emprunt par les collectivités publiques pour se procurer les capitaux nécessaires au règlement des travaux se heurte souvent à de nombreuses difficultés. Les conditions d'emprunt à des taux économiques sont rarement réunies. Surtout lorsqu'une crise générale a déjà une lourde incidence sur les budgets des collectivités : rentrées fiscales bien diminuées, obligation de servir des allocations de chômage. Sans compter que les gestionnaires des deniers publics peuvent légitimement hésiter à grèver leurs budgets, déjà obérés, du paiement d'intérêts impor-

tants. D'un autre côté, à défaut d'emprunts, les avances de la Banque d'émission auxquelles on pourrait faire appel se traduiraient par une inflation, et il serait à craindre que la dévaluation monétaire qu'elle provoquerait presque nécessairement s'oppose à une augmentation sensible du pouvoir d'achat des masses. Le système des traites de travail qui paraît avoir donné de bons résultats en Allemagne mérite sans doute d'être envisagé. Les entrepreneurs chargés de travaux émettent des traites en contrepartie. Les collectivités, pour le compte desquelles ils travaillent, les acceptent, puis elles sont avalisées par un établissement de crédit créé à cet effet. A ce moment, elles deviennent négociables ; elles peuvent être escomptées par n'importe quelle banque privée, sans risques sérieux, puisqu'en cas de nécessité, elles seront présentées au réescompte de l'institut d'émission. Les collectivités intéressées ne seront tenues de payer les dépenses que lorsque les travaux auront été exécutés et leur apporteront un surcroît de recettes. Le système n'évite pas une certaine inflation, mais limitée, car de moins en moins, du fait de la reprise provoquée par les grands travaux, les traites sont réescomptées. En tous cas, cette inflation de signes monétaires a du moins le mérite de correspondre à une activité économique plus grande.

D'autres systèmes peuvent sans doute être envisagés. Nous ne nous proposons pas de le faire. Il nous suffit de constater qu'il est possible, sans abandonner tous les principes qui sont à la base de notre régime économique et sans recourir à une économie distributive, d'organiser le financement d'un plan de grands travaux.

Est-ce à dire qu'un tel plan permettra de donner du travail à tous les chômeurs ? Cela dépendra évidemment de leur nombre. Lorsque le chômage affecte 40 % de la population, comme ce fut le cas aux Etats-Unis, en être sûr serait faire preuve d'un optimisme excessif. Il faut toutefois remarquer que non seulement les marchés passés par les collectivités permettent d'embaucher un certain nombre de travailleurs, mais qu'en outre, ils donnent un

coup de fouet de proche en proche qui provoque de nouveaux embauchages. D'autre part, le problème est de faire travailler tout le monde sans pour cela renoncer au machinisme qui doit soulager l'homme de sa peine. Or, on a vu de grands travaux de terrassements exécutés pour le compte de municipalités qui avaient interdit aux entrepreneurs de recourir à l'outillage mécanique, afin de donner du travail à plus de chômeurs. Un humoriste a fait remarquer à ce sujet que la logique eût exigé qu'on mette entre les mains des ouvriers, non des pelles, mais des cuillères à café ; le nombre des chômeurs embauchés eut été bien plus considérable...

La véritable solution au problème du chômage, celle qu'exige la logique, c'est la diminution de la somme de travail demandée à chacun. L'évolution dans ce sens date d'ailleurs d'une centaine d'années. Ses principales étapes ont été la réduction progressive de la durée journalière du travail de 18 à 15 h., puis à 12 h., puis à 10 h. et 8 h., l'interdiction d'employer à certains travaux les femmes et les enfants. Toute diminution de la journée de travail sans réduction proportionnelle des salaires, pose évidemment de délicats problèmes d'adaptation et d'équilibre. Notre régime économique est-il incapable de les résoudre ? L'observation du passé incite à le nier. On dira, il est vrai, que le rythme du développement du progrès technique a été relativement lent pendant 100 ans et qu'il s'est brusquement accéléré au cours des 20 dernières années, que par suite, la réduction du temps de travail doit être massive et que le régime capitaliste risque d'en être ébranlé.

Les technocrates et leurs disciples minimisent sans doute la quantité de travail humain nécessaire de nos jours. Il convient de faire les plus sérieuses réserves au sujet de la semaine de 16 heures qu'ils prétendent suffisante. Il n'en reste pas moins que la réduction sensible du temps de travail, pour ne pas provoquer la paralysie de la production, devra s'accompagner de réformes qui toucheront à

la structure même de notre régime. Mais nous ne voyons pas que l'économie distributive s'impose logiquement.

En résumé, un examen sommaire des questions de la valeur et du chômage nous conduit aux deux conclusions suivantes :

1° Notre régime économique, tel qu'il fonctionne à l'heure actuelle, ne paraît pas apte à résoudre tous les problèmes soulevés par l'abondance.

2° Il semble qu'il doive, en conséquence, subir quelques aménagements. Mais on n'aperçoit pas de raisons décisives pour abandonner tous ses principes et lui substituer une économie distributive.

L'argument de l'endettement nous paraît reposer sur une équivoque. Les technocrates sont frappés de l'importance de plus en plus grande des sommes que nécessite annuellement le service des intérêts et dividendes. Il convient cependant de distinguer.

La masse des capitaux investis chaque année croît d'une façon générale et s'ajoute à la masse de ceux qui ont été antérieurement investis et qui ne sont pas encore amortis. Le volume de leur rémunération ne peut donc que s'amplifier. En ce sens, le capitalisme fait chaque jour des progrès.

Nous n'entendons pas nier qu'il y ait parfois des crises de surcapitalisation. Mais que ce soit un phénomène permanent, cela paraît difficilement soutenable. En tous cas, il serait étonnant que les technocrates en fassent une critique, puisqu'ils sont, au contraire, favorables à toutes les mesures qui contribuent au développement de la production et qu'ils reprochent précisément aux financiers de freiner l'abondance.

Il y a parfois des investissements qui ne sont pas rentables. Ils sont dûs à des maladresses de la part de leurs auteurs qui en paient normalement les conséquences. Ils ne sont pas imputables au régime.

La rapidité du progrès technique serait telle, enfin, que des machines non amorties devraient faire place à un outillage plus perfectionné qui entraîne de nouveaux

investissements. Des cas semblables doivent, en effet, se présenter. Seraient-ils nombreux au point d'alourdir considérablement les coûts de production ? A défaut de chiffres précis que personne ne semble posséder, il est permis d'en douter.

En somme, les investissements de capitaux sont de plus en plus considérables. Mais leur accroissement correspond dans l'ensemble au développement de la production et nous ne voyons pas qu'on puisse en tirer un argument de caducité à l'encontre de notre régime économique.

CHAPITRE II

CRITIQUE DE LA TECHNOCRATIE

Les technocrates ont eu, à notre sens, le mérite d'attirer l'attention sur le développement inespéré de la quantité d'énergie utilisable, à notre époque, sur la multiplication et le perfectionnement des techniques de production qui en ont résulté. De même que l'industrialisation qui a marqué le ^{xix}^e siècle a posé des problèmes nouveaux ; de même le bond réalisé dans la même voie au cours des vingt dernières années en fait surgir d'inconnus jusqu'à ce jour, ou donne une ampleur et une gravité accrues aux problèmes anciens. Le moins angoissant n'est certes pas le chômage. Ce n'est pas d'aujourd'hui que date son apparition. Le siècle dernier a eu lui aussi ses crises. Le fait nouveau, cruellement ressenti, c'est le caractère endémique et généralisé qu'il a revêtu.

En revanche les conclusions que les technocrates tirent de leurs observations nous paraissent singulièrement aventurées. Quand ils affirment que l'énergie détermine la civilisation, on ne peut s'empêcher de faire de sérieuses réserves. Cette thèse s'apparente à la conception marxiste du matérialisme historique. Elle en est une application concrétisée et rétrécie. Que le soubassement matériel des sociétés ait une très grande influence sur leur comportement, leur évolution et leurs révolutions, il n'est guère plus question de le contester depuis Marx. Que ce soit l'influence unique, peu de penseurs osent le soutenir aujourd'hui. On peut accorder aux technocrates que

lorsque deux pays disposent de la même quantité d'énergie, ils ont tendance à avoir un outillage identique et par suite des niveaux d'existence comparables. Mais les standards de vie ne sont pas nécessairement semblables en tous points. Les conditions économiques, autres que l'énergie : ravitaillement en matières premières, transports, etc., peuvent être différentes. Il se peut aussi que les conceptions politiques régnant dans les deux pays soient à l'opposé les unes des autres. Ici prédomine l'individualisme et la richesse collective est intégralement répartie entre tous. Là l'Etat limite les attributions de biens aux individus afin d'en consacrer une part importante à une entreprise extérieure toujours plus étendue.

Surtout il est pour le moins arbitraire de limiter le concept de civilisation au nombre de kilowatts, aux kilomètres de voies ferrées et au débit des usines qui transforment les porcs en saucisses. La civilisation, c'est cela, mais aussi, et avant tout, c'est bien autre chose. C'est le complexe matériel, intellectuel et moral qui résulte de l'effort des artistes et des écrivains, des savants et des philosophes; c'est le degré d'esprit critique, de pensée personnelle, de perfectionnement moral dont sont capables les individus; c'est essentiellement la culture de l'ensemble du peuple et l'envol de quelques élus vers les cimes. Mesurer la civilisation en calories est aussi justifié que d'apprécier le tableau d'un peintre de génie en centimètres carrés. Et il est saugrenu de soutenir que le philosophe moderne confortablement installé dans un building, servi par ses esclaves électriques, aura, du fait de son confort, une pensée plus aiguisée que Descartes enfermé dans son « poêle ». D'ailleurs il suffit d'un examen superficiel de l'histoire pour constater qu'à un moment donné deux pays, dotés d'une identique richesse matérielle, ont cependant des civilisations très différentes.

**

De la même erreur procède le système qui consisterait à mesurer la production en unités d'énergie. Nous n'enten-

dons pas soutenir que la commune mesure des biens doive être nécessairement une marchandise: or, argent ou autre. Nous admettons que l'on puisse à la rigueur (ce doit être fort malaisé en certains cas) calculer la quantité d'énergie dépensée pour la production de tel ou tel bien matériel. Mais pour les services, pour les travaux artistiques, comment concevoir une pareille mesure physique ? Il paraît difficile de prévoir pour eux un mode d'évaluation particulier. Leur affecterait-on alors un certain nombre d'ergs de façon à établir entre eux et les biens matériels un rapport arbitraire de valeur ? Nous serions bien loin, dans cette hypothèse, de cette « approche physique » que vante Stuart Chase et il ne s'agirait plus de mesure proprement dite. Les technocrates répondraient sans doute que fixer le prix d'une consultation médicale ou d'une œuvre d'art en dollars ou en francs est tout aussi illégitime. Il y a cependant une différence capitale entre les deux procédés. Dans l'actuel système des prix la valeur est déterminée par le désir plus ou moins vif du consommateur. C'est un fondement qui prête à la critique, peut-être, mais il existe, et il est commun à tous les biens. La mesure préconisée par les technocrates est incompatible avec la notion de biens immatériels, telle qu'elle est admise par la grande majorité des économistes. Nous retrouvons là une erreur commune à de nombreux théoriciens : ils ne voient qu'un aspect des faits ; de leurs observations partielles ils déduisent des projets de réforme sociale, logiques en apparence, mais qui ne cadrent pas avec la totalité du réel.



L'analyse de Veblen, reprise par ses admirateurs, nous paraît beaucoup plus exacte, en ce qui concerne la dissociation qui s'est opérée depuis le début du siècle entre les fonctions de direction technique et celles de direction financière. Il apparaît qu'en bien des cas, l'action des financiers a été néfaste tandis que les techniciens étaient préoccupés essentiellement de produire plus et mieux.

Doit-on en conclure que ceux-ci devront assurer dans l'économie de demain les rôles dirigeants, à l'exclusion de tous autres? Ce ne serait pas sans dangers, croyons-nous. Il ne se poserait pas en effet de simples problèmes de *technique* de production, mais des problèmes généraux touchant à la *politique* de la production : devra-t-on pousser à telles fabrications plutôt qu'à telles autres ? Quelles parts relatives fera-t-on aux biens de production et aux biens de consommation ? etc... Or, des techniciens, qui sont de plus en plus spécialisés à mesure que les applications de la science deviennent plus nombreuses et plus complexes, ne paraissent pas qualifiés, de par leur formation, pour s'élever à la compréhension des questions de politique économique. Sans doute certains d'entre eux seront-ils aptes à le faire. Mais ce faisant ils sortiront de leurs fonctions de techniciens proprement dits.



D'ailleurs (et nous abordons une erreur partagée par les technocrates et l'école de Duboin) la place exclusive réservée à l'économie dans la cité de demain nous paraît postuler une méconnaissance absolue de la nature humaine. Nos économistes développent en la rajeunissant, la célèbre formule de Proudhon, selon laquelle on substituera dans l'avenir « l'administration des choses au gouvernement des hommes ».

Penser qu'une richesse accrue engendrera une moralité supérieure, c'est faire preuve d'un optimisme que ne justifie en rien ce que nous connaissons des tendances permanentes de l'homme. Sans doute la misère est-elle mauvaise conseillère; disparaissant, disparaîtraient avec elle les crimes qu'elle inspire. Au sein de l'abondance, la compétition économique perdrait de son âpreté et ne serait plus génératrice de fâcheuses défaillances. Mais toutes les lèpres morales ne s'effaceraient pas pour autant. Pour s'en convaincre, il n'est que d'étudier les classes fortunées de notre société. Leurs vilenies et leurs bassesses ne s'expli-

quent pas toutes par leur souci de maintenir leur prédominance économique. Les hommes ont des passions, c'est un fait; ils se jalourent et se haïssent, ils se trompent et se nuisent. Rien ne permet d'affirmer qu'un jour ils pourront se passer d'une autorité supérieure qui impose aux volontés divergentes, et souvent malfaisantes, des individus une harmonisation et une justice, imparfaites sans doute, mais nécessaires. —

C'est méconnaître encore la nature humaine que de vouloir réaliser entre tous une égalité matérielle absolue. Cette égalité, remarquons-le, n'est pas une conséquence logique de l'abondance. Rien n'empêche de concevoir une distribution inégale des biens de consommation.

Au fond elle n'est même pas souhaitée par les individus. Celui qui a moins désire avoir autant que celui qui a plus, et quand il arrive à égalité il veut le dépasser. Car il y a chez la plupart d'entre nous un insatiable désir d'ascension. Mais il y a aussi chez beaucoup le souci de se distinguer du « commun » par la façon de vivre ou le train de maison. Les sociologues expliquent même par cette tendance le phénomène de la mode. Au sein de l'abondance, les hommes conserveraient certainement la même répulsion pour le nivellement.

Dans la société actuelle, l'inégalité, par la volonté d'amélioration qu'elle suscite, est génératrice d'efforts créateurs. Or les technocrates et leurs disciples français suppriment la rétribution du travail; il n'y a plus aucun lien entre l'effort fourni et les satisfactions matérielles. On peut avoir des doutes sur la conscience qu'apporteront à leur tâche les assujettis au service social; il est à craindre que la compréhension du devoir envers la collectivité soit trop limitée pour inspirer une ardeur suffisante. Le temps consacré au travail sera très court, ajoutent les prophètes de l'abondance; l'effort demandé sera donc peu pénible. C'est indûment nier le caractère relatif et subjectif de la pénibilité. Les hommes astreints à un travail même de courte durée le trouveraient sans doute aussi fatigant que l'ouvrier de nos jours parce qu'ils n'auraient pas connu les

journées plus longues et qu'ils se sentiraient entourés par l'oisiveté de leurs compatriotes.

Non contents d'enlever son moteur au travail, nos théoriciens veulent encore le « déshonorer ». Ils ne sentent pas que l'effort (et le travail est toujours un effort) n'est pas naturel à la généralité des hommes et que pour obtenir d'eux un peu, il faut maintenir une certaine tension du caractère. « Moins on en fait, moins on en veut faire », dit le bon sens populaire. Il sera imprudent de prêcher la facilité et l'oisiveté tant que toute la production ne se réalisera pas automatiquement sous les yeux d'une humanité spectatrice.

Pessimisme excessif, dira-t-on ? Nous pensons avec Georges Sorel que, pour avoir efficience et rendement, les institutions sociales doivent être inspirées par un certain pessimisme psychologique.

CHAPITRE III

CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

Les traits essentiels de l'économie distributive sont la suppression des mobiles actuels de la production et leur remplacement par des mobiles nouveaux, la rupture des liens qui existent dans notre économie entre les phénomènes complémentaires de la production et de la consommation, enfin l'orientation de toutes les activités individuelles en exécution d'un plan qui réglerait production et distribution. Nous examinerons successivement ces trois aspects. Nous terminerons par quelques observations sur le plan de « Nouvel Age ».

*

En économie distributive, affirment les zéloteurs de l'abondance, on ne travaillera plus pour gagner de l'argent.

Faisons une remarque préalable. Ils reconnaissent que le capitalisme a réussi dans un domaine : la production; échoué dans la répartition. Pourquoi supprimer les raisons de son succès alors, précisément, que l'on table sur ce succès même pour réorganiser la distribution? Il y a là, pour le moins, une inconséquence. Une production abondante n'est pas un fait définitivement acquis. Il suppose certaines conditions qui sont remplies dans l'économie actuelle, qui ne le seraient pas nécessairement sous le régime distributif.

Les théoriciens de l'abondance nient cette éventualité, car ils affirment que le désir de réaliser un profit n'est pas, d'ores et déjà, le seul mobile de l'activité économique, qu'en outre on peut concevoir des mobiles nouveaux ayant une vertu motrice aussi grande que les anciens.

Les fonctionnaires, disent-ils, et tous les salariés perçoivent pour leur travail une rémunération fixe; ils ne sont donc pas récompensés matériellement en proportion de l'effort fourni. Et cependant, ils produisent. Pourquoi donc ne pas admettre qu'un jour viendra où il n'y aura plus aucun rapport entre la tâche que l'on accomplira et les moyens d'achat dont on disposera, où le travail sera désintéressé?

Sans doute faudrait-il faire quelques réserves sur le rendement des fonctionnaires. D'autre part, le salaire aux pièces est pratiqué dans tous les cas où il est possible, car il est bien établi qu'il stimule l'ardeur des ouvriers. En outre salariés à prix fixe et fonctionnaires ne jouent pas un rôle moteur dans l'économie; ce sont de simples exécutants; l'initiative et l'esprit d'entreprise ne se manifestent que chez ceux qui espèrent retirer de leur effort un profit matériel. Enfin, et surtout, le fonctionnaire et le salarié ne sont pas désintéressés. Ils savent que plus leur activité se traduit généralement par un avancement plus rapide ou une augmentation de salaire, qu'au contraire une excessive nonchalance risque de leur faire perdre leur situation.

Il est exact qu'il est des hommes que n'anime aucun esprit de lucre; ils travaillent par goût de l'effort ou par ambition, ou par désir de récompenses honorifiques, ou pour le seul plaisir de la recherche ou du savoir. C'est notamment le cas de nombreux savants et artistes. Mais il s'agit là d'une infime minorité dans l'ensemble d'un peuple; et encore s'adonne-t-elle à des travaux qui, satisfaisant l'esprit, portent en eux-mêmes leur récompense. Il serait chimérique de penser que la masse des travailleurs, alors que chacun, quoi qu'il fasse, aurait la certitude du lendemain, manifeste un goût bien vif pour le labeur.

Georges Valois prétend qu'en économie distributive, le véritable stimulant sera l'appétit de consommation. Les producteurs sauront que tous les biens produits seront intégralement consommés. Leur intérêt même de consommateur les incitera donc à produire au maximum. Et la pression de ceux qui ne sont que consommateurs ne fera que les confirmer dans cette tendance.

Mais cet appétit de consommation que l'on présente comme une nouveauté n'est pas autre chose que l'actuel mobile de la production. L'entrepreneur qui veut gagner de l'argent, réaliser un profit agit essentiellement en vue de consommer plus largement. Il y a même à ce point de vue une supériorité du régime actuel sur l'économie distributive. La rémunération d'un travail rend sensible aux yeux de tous le rapport direct entre produire et consommer. Si le pouvoir d'achat, donc de consommation, était décroché du rôle producteur, il n'en serait pas de même; l'appétit de consommation subsisterait, mais perdrait toute vertu motrice.

En résumé, les adeptes de l'abondance nous paraissent commettre une erreur très grave lorsqu'ils croient que les hommes produiront autant qu'aujourd'hui le jour où ils ne seront pas obligés de travailler pour vivre, où il n'y aura plus proportionnalité entre l'effort fourni et sa rémunération. Le résultat d'une expérience d'économie distributive ainsi conçue serait la disparition même de l'abondance qu'elle veut répartir.

**

Méconnaissance de la psychologie du travailleur, mais aussi ignorance de l'interdépendance des faits économiques et des difficultés de l'équilibre.

Pour nos théoriciens, les problèmes posés sont d'une simplicité telle qu'ils s'étonnent que les économistes et les hommes d'Etat ne les aient pas encore résolus. Il faut produire pour consommer. Les possibilités de production étant par hypothèse infinies, il suffit de faire la somme de

tous les besoins de tous. Ce plan de consommation détermine le plan de production. Une fois celui-ci réalisé, la distribution n'est plus qu'un enfantillage. Entre produire et consommer, on supprime le lien que constitue aujourd'hui le pouvoir d'achat qui est fonction du rôle joué dans la production. Les hommes n'ont pas besoin d'être rémunérés pour travailler. D'ailleurs la part du travail humain devenant de plus en plus réduite dans le processus de production, il est illogique de continuer à en faire le générateur de pouvoir d'achat.

Nous avons vu ce qu'il fallait penser du zèle éventuel de travailleurs que ne stimulerait plus le besoin de gagner leur subsistance. Quant à affirmer que le rôle du travail humain étant plus faible, sa rémunération n'est plus justifiée, c'est un pur sophisme. La durée de la journée de travail était de 16 heures il y a quelques années, elle est de 8 heures aujourd'hui. Pourquoi sa réduction hypothétique à 4 heures justifierait-elle mieux la suppression du salaire que sa diminution progressive au cours du dernier demi-siècle ?

Si l'on n'aperçoit guère la nécessité et les avantages d'une telle réforme de structure, on voit nettement, en revanche, ses inconvénients.

Dans notre système économique actuel, la production procure les moyens d'achat qui permettent de consommer. Les producteurs, visant à satisfaire les besoins des consommateurs, font des prévisions, généralement empiriques. En ce sens, ils sont sous le commandement de la consommation. Mais, d'autre part, ils cherchent, par tous les moyens, à susciter celle-ci, à la stimuler; ils s'ingénient à multiplier et diversifier les besoins. Il y a donc interaction entre production et consommation; l'une et l'autre sont mouvantes, l'équilibre est instable. Mais c'est la recherche même de cet équilibre, alors qu'il n'y a pas progression exactement concomitante entre les deux forces qui sont appelées à le composer, qui explique en partie que l'économie libérale ou pseudo-libérale ait conduit à l'abondance.

Il en irait tout différemment en économie distributive. Les consommateurs établiraient la nomenclature chiffrée de leurs besoins; les producteurs n'auraient qu'à exécuter des commandes qui ne pourraient s'inspirer que du passé. La masse manque d'imagination; en outre, elle ignore tout des techniques de production et des progrès réalisables. Les consommateurs exprimeraient donc leurs désirs pour les articles qu'ils connaissent et les producteurs n'auraient aucune raison de faire mieux et nouveau.

En somme l'économie distributive serait essentiellement statique; elle aboutirait à l'arrêt de tout progrès.

**

L'écueil de la cristallisation, voire de la régression, guette en effet tout système qui vise à réglementer étroitement les moindres activités, à supprimer la spontanéité pour la remplacer par des règles édictées par l'autorité publique.

Un plan qui, partant des besoins recensés, se proposerait de préciser jusqu'en ses détails la production et la distribution, apparaît, quand on y réfléchit, comme une entreprise surhumaine. Qu'on essaie de se représenter ce que serait d'abord le dépouillement, puis le classement des états prévisionnels de besoins établis par chacun. Une fois totalisés, pour chaque catégorie, les nombres de produits demandés, il s'agirait de faire une répartition des commandes portant sur des dizaines de milliers d'entreprises. Cela supposerait une opération préalable de recensement, dans le but de déterminer les possibilités de production de chaque entreprise, tant en qualité qu'en natures d'articles. Il ne suffirait pas d'aboutir ainsi à un plan annuel de production pour chaque usine. Il faudrait encore que toutes les matières premières soient acheminées en quantités suffisantes et en temps opportun vers les centres de transformation; de là, les produits finis devraient être dirigés, selon un rythme déterminé, vers les magasins généraux, puis les magasins de détail. Et la description est schéma-

tisée. Il y a une interdépendance entre les industries: elles utilisent souvent les mêmes matières premières, elles se font mutuellement des livraisons d'articles fabriqués ou de produits semi-finis. Il serait donc nécessaire d'harmoniser leur système de production, d'orchestrer, en quelque sorte, leurs activités.

On a peine à imaginer l'énorme appareil bureaucratique que nécessiterait une semblable organisation. Mais on devine les oublis et les erreurs dont les conséquences pourraient être excessivement graves, qui se produiraient immanquablement. Pour en prendre plus nettement conscience, il suffit de se reporter à certaines études sur les plans quinquennaux de la Russie soviétique (1).

Les partisans de l'économie distributive ont sans doute eu conscience, sinon de toutes les difficultés de mise en pratique de leurs conceptions, du moins des risques qu'elles font courir à la liberté individuelle. Ils ont décidé, en effet, que les détenteurs de bons de consommation auraient comme aujourd'hui le libre choix des produits. Mais cette mesure est en contradiction évidente avec les principes généraux du système. Si l'on demandait à chacun ce qu'il désire et qu'on permette ensuite, lorsque la production aurait été réalisée, de changer d'opinion, il en résulterait des perturbations et le plan de consommation s'en trouverait faussé.

En vérité, la mise en application d'une économie distributive ainsi conçue nécessiterait une dictature décidée à faire fi de toutes les résistances, à imposer à chacun son activité, et, indirectement, sa consommation.



Elle est cependant pronée par un certain nombre de théoriciens, qui de leur passé anarchiste ont conservé une méfiance systématique de l'Etat. Le plus représentatif d'entre eux, Georges Valois, espère échapper à cette contradiction en confiant la plus grande partie du pouvoir économique à la commune.

(1) Notamment YVON, *L'U. R. S. S. telle qu'elle est*.

Il ne semble pas que cette conception soit autre chose qu'une vue de l'esprit. La commune rurale est peut-être une entité au point de vue agricole; elle n'est généralement rien au point de vue industriel. On voit mal que les consommateurs des campagnes soient qualifiés pour désigner les directeurs des usines. Les choix risqueraient fort de n'avoir aucun rapport avec la compétence des candidats. Valois a pertinemment critiqué l'élection des responsables par les producteurs. Croit-il que le recours aux consommateurs écartera les votes démagogiques? En tous cas, si les communes rurales font choix des dirigeants industriels, ceux-ci, en revanche, n'ont aucun pouvoir de contrôle sur la production des denrées alimentaires. Cette espèce de mise en tutelle de l'industrie serait-elle facilement acceptée? Ne pourrait-on craindre une lutte de classe sous une forme nouvelle entre le monde industriel et le monde agricole?

Le souci de décentralisation, dans le Plan de Nouvel Age, est tel qu'au-dessus des communes et des régions, il n'est prévu aucun organisme national. Nous avons déjà dit, et nous n'y reviendrons pas, qu'à notre sens, l'économique ne se substituera jamais complètement au politique. Même s'il en était autrement, il resterait que des directives générales de production devraient être données à l'ensemble de l'industrie. Notamment, il faudrait qu'une autorité qualifiée précise dans quelle mesure on devrait produire pour répartir, ou produire pour équiper. Nouvel Age semble vouloir l'ignorer.

La réforme monétaire que le groupe propose ne nous paraît pas plus heureuse. On est surpris que les mêmes qui insistent sur la diminution progressive de la somme de travail humain incorporée dans un produit fini, fassent ensuite de l'heure-travail l'étalon de la valeur. Si le temps consacré à la production d'un article est facilement déterminé dans les usines rationalisées, il n'en est pas de même partout. On ne voit vraiment pas comment seraient calculées les heures-travail pour la fixation des prix des denrées agricoles. Quant à l'évaluation des biens immatériels

ou des œuvres artistiques, elle a sans doute laissé perplexes les rédacteurs du Plan, car il n'en est pas question. Enfin le choix de l'heure-travail comme étalon, abstraction faite de son impossibilité d'application, est une erreur psychologique. Sur les bons de consommation remis aux travailleurs figurerait nécessairement un nombre d'heures inférieur au nombre réellement fourni puisque tout le monde participerait à la consommation, mais non à la production; le producteur se croirait lésé et accepterait difficilement ce mode de rétribution.

De cet examen sommaire, nous concluerons que les auteurs de projets d'économie distributive s'inspirent de vues par trop schématisées. Ils ne tiennent pas compte de la complexité des faits économiques, ni des éléments permanents de la nature humaine. Ils ne paraissent pas réaliser ce qu'a de psychologiquement impossible un bouleversement total, et brutal, de notre mentalité, de nos mobiles d'action, de nos conceptions sur l'organisation sociale. Enfin, sûrs qu'ils sont d'être dans le vrai, ils ne semblent pas imaginer l'anarchie et la régression économique qu'entraînerait un échec.

Si, de leur plan constructif, il y a fort peu à retenir, on peut leur accorder, en revanche, que les critiques qu'ils ont présentées de l'économie libérale sont souvent justes. Ils ont eu le mérite de mettre l'accent sur l'inadmissible coexistence de la misère et de l'abondance et, par la diffusion qu'ils ont su donner à leurs idées, ils ont incité de nombreux esprits à réfléchir sur ces problèmes. En ce sens, leur effort est moins négatif qu'il ne paraît.

CHAPITRE IV

CRITIQUE DU "SOCIAL CRÉDIT"

Nous avons dit qu'une expérience de crédit social avait été tentée au Canada, dans la province d'Alberta. Porté au pouvoir par les élections de novembre 1935, le gouvernement Aberhard a proclamé sa volonté de s'inspirer, dans son action, des théories du major Douglas. En fait, il a commencé par prendre différentes mesures : moratoires, limitations du taux de l'intérêt, etc., dans le but de pallier aux conséquences de la méfiance qu'il inspirait aux détenteurs de capitaux. Tout autre gouvernement, ayant des conceptions doctrinales différentes, mais se trouvant devant la même situation, aurait été conduit à des solutions identiques.

D'autre part, il a réalisé une expérience de « monnaie fondante », qui n'était pas sans intérêt, mais n'avait aucun rapport avec les thèses de Douglas. Des billets furent émis qui perdaient chaque semaine la cent-quatrième partie de leur valeur de façon à être annulés au bout de deux ans.

En revanche les réalisations, s'inspirant directement du Crédit social, paraissent avoir été de peu d'importance. La volonté manifestée par les gouvernants de créer un dividende réparti entre tous s'est heurtée à des obstacles constitutionnels qui ne purent être surmontés. Les pouvoirs en matière monétaire sont en effet détenus au Canada par le gouvernement fédéral et celui-ci s'est toujours refusé à soutenir le zèle révolutionnaire de M. Aberhard.

A défaut du jugement des faits, c'est donc sur les principes admis par le major Douglas et les déductions qu'il en tire que nous voulons faire quelques observations.

Tout l'édifice repose sur le théorème $A + B$. Certaines sommes, celles représentées par les paiements B, s'intégreraient aux prix, mais n'entreraient pas dans la composition du pouvoir d'achat. Ce dernier serait donc constamment insuffisant et ne permettrait pas la consommation intégrale de la production.

Pour juger de la valeur de cette affirmation, prenons un exemple. Soit un industriel qui réalise un chiffre d'affaires annuel de 1 millions. 500.000 francs représentent son bénéfice, les appointements et salaires versés par lui, les intérêts des sommes empruntées : ce sont les paiements A. Les 500.000 autres ont été consacrés à l'achat des matières premières, à l'entretien du matériel, aux frais de banque, au règlement des impôts : ce sont les paiements B. Poussons plus loin l'analyse. Les impôts sont destinés à rémunérer les agents des services publics et les porteurs de titres de rentes sur l'Etat. Ils constituent donc du pouvoir d'achat qui passe simplement par le canal de l'Autorité centrale. Les autres sommes versées aux producteurs de matières premières ou de machines et aux banques contribuent à former leur chiffre d'affaires; une partie d'entre elles prend sa place dans les paiements A de ces entreprises, le solde est utilisé aux paiements B et poursuit son circuit de chiffres d'affaires en chiffres d'affaires pour se résoudre peu à peu en paiements A. La distinction entre les sommes A et B nous paraît donc artificielle puisque, de façon médiate ou immédiate, elles sont destinées à faire partie à un moment donné du pouvoir d'achat d'un individu.

A ce raisonnement, Constant de Witt objecte que « les coûts B *ont été* des coûts A », mais que « ceci est tout autre chose. C'est précisément parce que les coûts B ont été des coûts A, mais ne sont plus contre-balancés par du pouvoir d'achat que la difficulté subsiste » (1). Nous

(1) Constant DE WITT, ouvrage cité, p. 8.

avouons ne pas bien saisir la portée de l'argument. Il nous paraît indifférent que les paiements B aient été ou soient appelés à devenir des paiements A. Seul nous importe l'aveu qu'il n'existe pas de « cloisonnement entre la production et la consommation ».

Ainsi que l'a fait remarquer M. le Professeur Louis Baudin, l'erreur principale des théoriciens du Social Crédit consiste à ne pas voir dans le phénomène de la production une *succession* d'opérations financières et à vouloir faire une *addition*, sans aucun sens, des différents règlements échelonnés dans le temps.

Aussi bien n'est-ce pas le seul point sur lequel l'analyse du major Douglas manque de minutie. Nulle part, dans ses œuvres, il n'est fait de distinction entre le pouvoir d'achat et les moyens d'achat. Il semble qu'à ses yeux monnaie et capacité d'achat soient synonymes. C'est ce qui explique sans doute qu'il paraisse ignorer les risques d'inflation, donc de hausse désordonnée des prix, que comporte son système.

Au reste, sa conception de la monnaie est assez imprécise. La monnaie, dit-il, doit être un instrument « de contrôle et de direction de la production et de la distribution ». C'est à quoi vise en effet l'injection, dans le cycle économique, de signes monétaires sous la forme de ristournes ou de dividende social. Mais, d'une part, il semble que la fonction actuelle de la monnaie, étalon des valeurs, doive subsister dans la mesure où le régime des prix ne sera pas aboli; d'autre part, la seconde monnaie, émise par l'Office Central de Crédit, affecterait le caractère de bons de consommation, personnels et non négociables, annulés dès le premier achat. Ces deux espèces de monnaie, dont on voit mal qu'elles puissent coexister, reflètent une certaine incertitude dans l'esprit du théoricien.

Nous avons noté la même hésitation au sujet de l'argument de base, le théorème $A + B$. A certains moments Douglas fait appel à une autre explication de la sous-consommation. Elle serait due au fait que les salaires sont en grande partie dépensés au moment où le produit fini est

mis en vente. Mais cette remarque n'a de valeur que si on considère un seul processus de production. Dans la réalité, le moment où le revenu est dépensé coïncide avec l'aboutissement de processus différents de celui qui a engendré le pouvoir d'achat et il se fait un jeu de compensation.

Enfin Douglas méconnaît le rôle nécessaire de l'épargne. Pour lui, les banques assurent le financement de la production par la création de monnaie. C'est une exagération manifeste et c'est nier indûment la part prépondérante occupée par l'épargne dans les investissements. Un second grief est invoqué contre elle : elle soustrairait des sommes considérables à la consommation pour les consacrer à la production et contribuerait ainsi au déséquilibre entre le pouvoir d'achat et la puissance de vente. C'est encore raisonner comme s'il existait une cloison étanche entre production et consommation. Celui qui épargne diffère sa consommation ; il n'y renonce pas nécessairement. Si l'on considère une période déterminée, une année par exemple, il semble que les sommes « mises de côté » diminuent le pouvoir d'achat total de la collectivité, mais il faut tenir compte aussi qu'une part des économies antérieures est, au cours de la même année, consacrée à la consommation. Il est exact qu'il y a, à certaines époques, des phénomènes d'excessive thésaurisation et que l'équilibre économique en souffre. Mais il s'agit d'accidents de courte durée. Si d'ailleurs la thèse de Douglas était exacte, on ne comprendrait guère que l'économie n'ait pas souffert d'une crise chronique depuis l'origine de l'épargne.

■
**

Si les principes du Social Crédit prêtent à la critique, à plus forte raison les mesures pratiques qui s'en inspirent soulèvent-elles de sérieuses objections.

Tout d'abord le bilan qui devrait permettre à l'Office National de Crédit de déterminer scientifiquement l'ampleur d'une éventuelle création monétaire se heurterait à coup sûr à de bien nombreuses difficultés. On ne voit pas très bien comment toutes les richesses naturelles, celles du

sol et celles du sous-sol, pourraient faire l'objet d'une évaluation autre que fantaisiste, ni comment pourrait être chiffrée la « dépréciation », notamment la diminution des ressources naturelles et l'usure de l'équipement matériel. Il est permis de trouver singulièrement arbitraire une classification qui fait entrer toute importation au poste « actif » et au poste « passif » toute exportation. Même en faisant abstraction de considérations financières, on peut estimer que l'exportation de produits en surnombre est un enrichissement pour la collectivité, si elle permet l'importation de marchandises qui font défaut.

La détermination des « prix exacts » apparaît du même domaine de la théorie. Comment seront-ils calculés ? A supposer qu'ils puissent être fixés en équilibre statique (nous verrons ce qu'il faut en penser quand nous examinerons le Plan français), la moindre modification apportée aux données primitives n'entraînera-t-elle pas la nécessité de nouveaux calculs ? Mais alors ces changements continuels ne permettront plus de fixer pour un temps déterminé le taux des ristournes.

La surabondance monétaire qu'entraînerait la réalisation des mesures préconisées par le Crédit Social ne paraît pas avoir inquiété le major Douglas. L'un de ses disciples a même affirmé avec candeur qu'il n'y aurait aucun risque d'inflation, car les ristournes seraient distribuées après la réalisation des achats. Comme si l'augmentation de la quantité de monnaie n'allait pas faire monter les prix et se répercuter sur les achats postérieurs ! Car le Crédit Social ne prévoit pas le contrôle des prix ; la liberté continuerait à jouer ; parallèlement aux prix courants, les prix idéaux seraient simplement calculés dans le but de déterminer le volume de la monnaie supplémentaire qui serait nécessaire. Le danger d'inflation, on le voit, subsiste intégralement.

Cependant toutes les observations présentées par le major Douglas ne sont pas également critiquables. Il est exact notamment que les banquiers peuvent exercer, par le maniement du crédit, une influence décisive sur l'éco-

nomie. S'ils exigent de rentrer en possession des sommes prêtées avant que le processus de production soit parvenu à son terme et que les produits finis soient vendus, il en résulte inévitablement faillites et chômage. D'autre part, le remboursement des crédits bancaires peut, en certain cas, entraîner une contraction du pouvoir d'achat.

Mais la grande erreur de Douglas est de généraliser des faits qui ne se vérifient qu'en période de dépression (et d'ailleurs contribuent à aggraver la crise) et d'en tirer des conclusions pratiques aventurées. La formidable inflation monétaire que serait le crédit social, non seulement ne résoudrait nullement les problèmes posés, mais conduirait aux pires catastrophes.

CHAPITRE V

CRITIQUE DU PLAN FRANÇAIS

Moins révolutionnaires que les technocrates ou les partisans de l'économie distributive, les rédacteurs du Plan Français conservent du régime actuel ses formes de production et de distribution des richesses, mais le vident de sa substance même, puisqu'ils suppriment la concurrence des prix. Au désordre spontané, ils entendent substituer un ordre volontaire, au heurt instinctif des forces rivales une harmonie rationnelle des droits de tous.

Tout le système est axé autour de la notion de prix social, s'opposant au concept de prix courant tel que, par son automatisme, le détermine la loi de l'offre et de la demande. Rappelons que la réalisation de l'harmonie économique grâce au juste prix repose aux yeux des planistes sur trois principes que l'on peut rapidement énoncer de la façon suivante :

1° La vente bénéficiaire est la source unique du pouvoir d'achat de tous, les producteurs de biens matériels sont les seuls distributeurs de ce pouvoir d'achat;

2° Il doit y avoir entre les prix des différents produits un équilibre tel que chaque participant à une certaine production puisse acquérir sa part de toutes les autres et que toute la production possible soit achetée;

3° Le revenu de la collectivité est mesuré par la vente totale: plus celle-ci s'élève soit par la hausse des prix uni-

taires, soit par l'augmentation des produits, plus le revenu général s'accroît.

Quelle est la valeur de ces principes? A supposer qu'ils soient justes, leur mise en pratique est-elle réalisable? Dans l'affirmative, toutes leurs conséquences seraient-elles également heureuses? Telles sont les trois questions auxquelles nous tenterons de répondre.



Que la vente bénéficiaire conditionne le pouvoir d'achat, nul ne le conteste. En revanche, l'on se demande pourquoi les seules productions de richesses matérielles auraient le privilège de générer du pouvoir d'achat.

Biens matériels et services ont la même nature : ce sont les uns et les autres des utilités. La vente des services doit être bénéficiaire autant que celle des biens matériels. Entre ces deux catégories de produits de l'activité humaine, il n'y a qu'une différence non essentielle : le coût de production des services est plus difficilement calculable que celui des biens physiques.

Le revenu réel dont dispose annuellement une nation est égal à la somme des utilités créées au cours de l'année. Son revenu comptable est mesuré par la différence entre le total des prix de vente de ces utilités et celui de leurs coûts de production. Or l'on peut dire que les utilités détruites en vue de la création d'utilités nouvelles représentent le coût de production. Si donc la somme des utilités détruites est supérieure à celle des utilités produites, il y a suppression du revenu comptable, mais aussi diminution du revenu réel.

En résumé, la nécessité de la vente bénéficiaire s'impose aussi bien en ce qui concerne les services qu'en ce qui touche les biens physiques. Et semble insoutenable l'affirmation selon laquelle les producteurs de services prélèveraient une part du pouvoir d'achat créé par les producteurs de richesses matérielles.

Le deuxième principe dont s'inspirent les rédacteurs du Plan Français paraît beaucoup moins contestable. Qu'il

doive y avoir un certain équilibre entre les prix des différents produits, tout le monde peut se mettre d'accord là-dessus.

Ed. Chaux en a déduit une idée particulièrement intéressante. Les prix des produits arrivés à saturation, par exemple des denrées agricoles, doivent s'élever progressivement à mesure qu'augmente la production des autres catégories de biens afin de permettre à ceux qui les ont créés d'acheter leur juste part de ces biens. La crise, dit-il, est due en grande partie à ce que les paysans ont un pouvoir d'achat insuffisant qui les met dans l'incapacité d'acquérir la quantité de produits industriels à laquelle leur importance numérique leur donne droit.

Peut-être pourrait-on prétendre que la multiplication des objets manufacturés entraîne une diminution des prix unitaires et que, par suite, les agriculteurs, bien qu'ayant un revenu nominal constant, voient s'accroître leur revenu réel.

En fait, il n'en est rien. Sans parler des multiples résistances qui s'opposent aux mouvements de baisse des prix, en face d'une production limitée de biens agricoles, se créent tous les jours de nouvelles catégories de produits industriels et tandis que dans la vente totale la part des produits de la terre varie peu celle des industries de transformation ne cesse de s'enfler. La crise se résout ainsi en grande partie en un défaut de proportion entre le pouvoir d'achat des différentes catégories sociales.

Problème de répartition du pouvoir d'achat, sans doute, mais aussi, Ed. Chaux s'est efforcé de le démontrer par l'analyse du processus de l'endettement, nécessité de l'augmentation de la vente totale, c'est-à-dire du revenu général.

Il est exact, en effet, que le revenu général *nominal* soit mesuré par la vente totale. Mais l'augmentation de celle-ci ne signifie pas *nécessairement* une hausse du revenu réel. C'est un point qu'il importe de préciser, car à la lecture des planistes on peut se demander s'ils en ont bien aperçu l'exactitude.

L'accroissement de la vente totale peut être obtenu par la hausse des prix unitaires. Or ou bien cette hausse est générale et du même ordre pour tous les produits : mais alors le revenu réel n'a pas changé et le pouvoir d'achat de chacun est resté le même ;

Ou bien la hausse est limitée à certains produits. Dans ce cas il y a augmentation de la vente totale et du revenu général nominal. Il y a également accroissement du pouvoir d'achat de ceux qui participent à la production et à la distribution de ces produits. Mais cette augmentation est compensée par la diminution du pouvoir d'achat de ceux qui devront payer plus cher ces mêmes biens. Le pouvoir d'achat général, le revenu réel de la collectivité n'ont donc pas été modifiés.

Mais l'accroissement de la vente totale peut aussi être le résultat de l'augmentation du nombre des produits. C'est le seul cas où il y ait création d'utilités nouvelles, donc enrichissement de la nation.

**

Admettons que les critiques que nous venons de formuler soient d'une portée restreinte, que les principes de base soient dans l'ensemble exacts. Est-il possible de les traduire dans la réalité ? Peut-on déterminer scientifiquement les prix sociaux ?

Pour rendre accessible à tous sa démonstration, Ed. Chaux a d'abord examiné l'établissement d'un équilibre statique entre trois entités économiques. Suivons-le sur ce terrain.

Nous constatons que le calcul des prix sociaux des produits envisagés suppose :

1° La connaissance des quantités produites par les différentes entités ;

2° La fixation arbitraire du prix des produits de l'une d'elles ;

3° La connaissance des quantités des différents produits achetées respectivement par les entités.

Si les deux premières conditions ne soulèvent pas d'objections, la troisième, en revanche, paraît irréalisable. La proportion de matières premières et d'articles manufacturés achetée par les producteurs de denrées agricoles dépendra de leurs prix. On ne peut donc déduire les prix des quantités, car les quantités sont fonction des prix.

L'analyse de la seconde hypothèse envisagée par Chaux, celle d'une baisse sensible des prix de l'une des trois catégories de biens, ne nous paraît pas non plus très convaincante. La baisse des prix A doit en effet avoir pour conséquence une augmentation des unités vendues puisque le pouvoir d'achat des groupes B et C n'a pas changé. S'il s'agit d'une production arrivée au point de saturation, les membres de l'entité A voient de fait diminuer leur pouvoir d'achat, mais en revanche ceux des groupes B et C ont une partie du leur libérée et ils peuvent le consacrer à intensifier leurs propres échanges.

Remarquons que ces analyses sommaires ne portent que sur trois catégories de produits. Mais dans la pratique, quelle inextricable complexité serait le calcul des prix optima de plusieurs dizaines, voire centaines de biens essentiels! Supposons que le prix du blé soit fixé, il faudrait partir de là pour déterminer les prix sociaux des autres produits alimentaires, du charbon, de l'électricité, des métaux, etc., etc...

Ce n'est pas tout. La vie est mouvement. L'équilibre, même s'il était réalisable, pourrait-il être maintenu malgré l'intrusion d'éléments perturbateurs?

Il devrait être réalisé entre une multitude d'éléments. La variation d'un seul d'entre eux nécessiterait de nouveaux calculs, supposerait la « reconsidération » de tout le problème. Or les facteurs de perturbation ne manquent pas : augmentation de la production d'une catégorie de produits, apparition d'une nouvelle branche d'activité, progrès techniques imposant des migrations de travailleurs, etc...

L'on ne peut même pas affirmer que l'on sera maître de l'introduction de ces facteurs. Il subsistera en effet un sec-

teur libre. A l'intérieur de celui-ci la concurrence des prix continuera à jouer, faisant disparaître la vente bénéficiaire. Il est évident que ces phénomènes de baisse, amenuisant le pouvoir d'achat de certaines catégories sociales, ne seront pas sans incidence sur le secteur plané.



Mais faisons crédit aux rédacteurs du Plan Français jusqu'au bout. Admettons qu'ils aient réussi à mettre en pratique leurs conceptions. Quelles en seraient les conséquences ?

Il convient de remarquer qu'en faisant disparaître l'automatisme des prix, on supprime les indications que leurs variations donnent sur les besoins. On doit donc logiquement aboutir au recensement de ces derniers et au plan prévisionnel. Nous ne reviendrons pas sur les critiques déjà formulées à ce sujet.

Surtout, le profit étant assuré en toute hypothèse, il est à craindre qu'il n'y ait plus aucun stimulant à l'amélioration de la qualité des produits et des procédés de fabrication.

Dans la mesure où, malgré cela, des progrès se feraient jour, il y aurait certaines tendances au freinage. En effet, les éléments dirigeants de l'économie ne pourront s'empêcher de craindre (et par suite d'éviter si possible) toute cause de perturbation susceptible de remettre en question un équilibre péniblement acquis. D'ailleurs la rémunération du capital et l'amortissement sont deux principes conservés dans le régime nouveau. Dans le cas de progrès techniques rapides, les responsables de l'organisation économique désireront laisser s'amortir l'outillage ancien avant d'investir de nouveaux capitaux.

Et nous constatons ainsi que le Plan ne semble pas apte à résoudre tous les problèmes soulevés par le développement du machinisme. Le progrès technique a des avantages, notamment celui de diminuer l'effort physique imposé à l'homme par la production, et des inconvénients,

entre autres le chômage. Le régime idéal serait celui qui, tout en utilisant au maximum la machine et ses bienfaits, parviendrait à éliminer ses effets néfastes. Or le Plan Français tend à paralyser le progrès. Et d'autre part, il se montre d'une bien grande réserve sur la question du chômage. Des migrations de travailleurs sont envisagées, mais elles ne peuvent se faire qu'avec une certaine lenteur et ne portent pas aisément sur un grand nombre d'individus. Devra-t-on, si la relève de l'homme s'accroît, diminuer la durée du travail de tous ? Dans cette hypothèse, l'équilibre pourra-t-il être rétabli ? A ces questions, la lecture du Plan Français ne permet pas de donner de réponses précises.

Cependant, il faut reconnaître que de tous les systèmes que nous avons examinés, celui-ci fait l'effort le plus grand pour serrer de près la réalité. Sans doute se montre-t-il très affirmatif quant à la possibilité de fixer mathématiquement les prix. Mais il nous semble que la notion de prix social, même si elle échappe à une détermination scientifique, mérite d'inspirer la politique économique. Sans doute ne serait-ce que par un empirisme tâtonnant que l'on pourrait réaliser un équilibre à peu près satisfaisant entre les prix. Mais la nécessité de cet équilibre, et son absence en régime libéral nous paraissent suffisamment démontrés pour qu'un effort d'amélioration soit tenté. Peut-être la direction tracée par le Plan Français mérite-t-elle d'être suivie, avec circonspection et réalisme sans doute, par ceux qui ont la lourde responsabilité de donner à l'économie nationale des normes nouvelles.

CONCLUSION

... Conclure est une défaillance de l'esprit.
Il n'y a pas de conclusion dans la nature.

H. DE MONTHERLANT.

Au terme de cette étude, notre but n'est pas de tenter à notre tour une esquisse de solution. Nous avons constaté que le développement du machinisme, et, d'une façon générale, le progrès des techniques de production, ont provoqué, en certains cas, une abondance réelle, en d'autres des possibilités d'abondance qui n'ont pas été exploitées comme elles auraient pu l'être. Nous avons vu, également, qu'un chômage d'une ampleur jamais connue jusqu'alors avait été la rançon de ces progrès. Ces simples faits prouvent suffisamment que notre régime économique, au moins dans sa structure actuelle, s'est avéré incapable de découvrir les remèdes nécessaires. Doit-il subir des aménagements seulement? Doit-il, au contraire, faire place à un système absolument nouveau?

Contre les quatre solutions révolutionnaires que nous avons examinées, nous avons présenté des objections. Elles ont été sommairement développées; elles ne sont pas les seules qui puissent être faites; elles ne sont peut-être même pas les plus importantes. Telles quelles, cependant, elles nous incitent à penser qu'aucune de ces quatre théories n'est de nature à résoudre tous les problèmes posés par l'abondance.

Sans doute les solutions véritables ne sortiront pas des méditations solitaires d'un économiste accoutumé à raisonner dans l'abstrait pour rester dans le général. Il est probable qu'elles seront l'œuvre des praticiens; un empirisme intelligent peut être riche de créations. Peut-être même n'est-il pas absolument insensé d'espérer que les

efforts faits aujourd'hui pour rationner la rareté pourront contribuer à distribuer l'abondance retrouvée.

Cependant, pour être fécond, l'empirisme postule quelques principes directeurs.

Il faut se garder, en premier lieu, d'un fatalisme qui prend sa source dans la croyance à un enchaînement nécessaire des faits économiques, extérieur à l'homme qui en subirait, impuissant, les inconvénients comme les avantages. Les lois dégagées par l'économie classique ne sont immuables que dans la mesure où les conditions ne changent pas. Or il serait vain de nier qu'il est au pouvoir des hommes de modifier profondément la structure économique et sociale d'une nation. Que l'on se reporte plutôt à certaines expériences étrangères.

En sens inverse, trop de révolutionnaires sont portés à penser que, selon une formule connue, « tout est possible ». Ils n'ont souvent pas conscience de l'infinie complexité des faits économiques et n'aperçoivent pas toujours que les conséquences de telle mesure, apparemment séduisante, et logique, iraient précisément à l'encontre du but recherché. Surtout leur optimisme psychologique, systématique, les incite à méconnaître que dans la nature humaine certaines tendances sont permanentes et que les modifications parfois imposées par un « climat » nouveau sont rarement durables. Leur foi dans la vérité de leurs doctrines leur enlève toute hésitation et tout scrupule dans la destruction. Ils abattraient d'un cœur léger l'édifice existant, sûrs qu'ils sont d'en construire un autre plus solide et plus harmonieux. Il n'est pas nécessaire d'insister sur les dangers de l'expérimentation appliquée aux sociétés humaines lorsqu'elle procède brutalement et sans paliers.

Un régime économique est fait par et pour l'homme. La notion de « personne humaine » est une acquisition de notre civilisation occidentale imprégnée de christianisme que l'on veut espérer définitive. On a parlé, avec raison, d'un « humanisme économique » ; l'école « personnaliste » ne s'est pas cantonnée dans les hautes sphères de la philo-

sophie; elle s'est souciée d'étudier les moyens d'adapter le monde matériel à la conception qu'elle a de l'homme.

La généralisation du machinisme, malgré ses risques, peut ouvrir à l'homme un magnifique avenir: augmentation des loisirs, aisance pour tous, possibilité, pour chacun, d'accéder à une existence, jusqu'ici réservée à quelques privilégiés, qui ne sera pas minée par les soucis matériels. Certes l'abondance posera des problèmes que nos théoriciens ont trop négligés. L'adaptation de l'ensemble des hommes à une existence moins terre à terre, la possibilité pour eux de découvrir les vastes horizons de la culture et d'épanouir pleinement leur nature spécifiquement humaine, la compréhension qu'ils devront avoir, au delà de leur intérêt immédiatement personnel, des grandes organisations collectives, voilà, entre autres choses, qui ne sera pas le fait sans doute de quelques années d'évolution. La formation de la jeunesse deviendra le problème majeur. L'enseignement, au lieu de viser à être encyclopédique, devra se proposer d'inculquer aux enfants le goût et le désir de la recherche personnelle. Il déposera dans l'esprit du jeune des pierres d'attente, quitte à lui de se construire peu à peu sa propre maison au cours de son existence.

Les loisirs accrus sont gros de dangers. Ils n'éviteront les effets les plus néfastes que s'ils sont utilisés à développer la valeur morale et intellectuelle de la moyenne des hommes. Pour n'être pas vaincus nous-mêmes par les conquêtes que nos prédécesseurs et notre génération ont faites sur le monde matériel, il est indispensable que, parallèlement à l'accroissement de notre puissance, nous acquérons peu à peu ce « supplément d'âme » dont parlait Bergson.

VU : *Le Président,*
Gaétan PIROU.

VU : *L'Assesseur du Doyen,*
Gilbert GIDEL.

VU : *Le Recteur,*
Jérôme CARCOPINO.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX.

I. — Ouvrages.

- BAUDIN (Louis), *La monnaie et la formation des prix.*
COUTROT (Jean), *L'Humanisme économique.*
DUBREUIL (H.), *Robots or men ?*
DUPLAN (J.-L.), *Sa majesté la Machine.*
GUIGNABAUD (Philippe), *Une voie nouvelle.*
GRAS (Marcel), *Du machinisme et de ses conséquences économiques et sociales dans l'industrie moderne.* (Thèse Faculté de Paris, 1911).
FORD (Henry), *Le Progrès.* Trad. Foerster.
NOYELLE (Henri), *Utopie libérale, chimère socialiste, économie dirigée.*
POLGE DE COMBRET (Gabriel), *La lutte contre le bon marché.*
PHILIP (André), *La crise et l'économie dirigée.*
PIROU (Gaétan), *La crise du capitalisme.*
ROMIER (Lucien), *Qui sera le maître ? Europe ou Amérique ?*
SPIRE, *Les tendances antimarxistes dans le socialisme contemporain.* (Thèse Nancy, 1937).
MAN (Henri de), *Le Plan.*
— *Au-delà du marxisme.*
— *Le Socialisme constructif.*

II. — Périodiques.

La République.

Le Front Economique.

La Flèche.

Esprit.

Ordre Nouveau.

L'Aube, n^{os} des 1, 13, 17 et 23 avril 1938, et des 7, 14, 21 et 26 mai 1938.

SUR L'HISTORIQUE DES IDEES D'ABONDANCE (Ouvrages)

- BAKOUNINE, *Œuvres*, 4 vol.
BASTIAT (Frédéric), *Les harmonies économiques*, 1849.
— *Sophismes économiques*.
BELLAMY (Edward), *100 ans après ou l'an 2000*, Trad. Rey.
— *Equality*.
ELTZBACHER, *L'anarchisme*. (Trad. fse 1902).
GRAVE (Jean), *La Société future*, 1895.
— *Le machinisme*.
KROPOTKINE, *Paroles d'un révolté*, 1885.
— *La conquête du pain*, 1890.
— *L'anarchie, sa philosophie, son idéal*, 1896.
— *L'entraide*, 1906.
LAFARGUE (Paul), *Le droit à la paresse*, 1883.
MORUS (Thomas), *Utopie*.
RECLUS (Elysée), *L'évolution, la révolution et l'idéal anarchique*, 1898.
SISMONDI, *Nouveaux principes d'économie politique*, 1819.
— *Etudes sur l'économie politique*, 1837..

SUR LE PLAN FRANÇAIS

I. — Ouvrages.

- CHAUX (Edouard), *Et pourtant voici l'âge d'or*.
COMITÉ DU PLAN, *Le plan français*.
— *La nouvelle France*.
— *Les journées d'études du plan français*.

II. — Documents.

- Manifeste de la Ligue pour l'organisation de l'abondance.
Journées d'études du Plan français.

III. — Périodiques.

- L'Etat moderne*, déc. 1937.
L'Œuvre, notamment numéros du 21 juillet 1936, 20, 24 et 29 janvier 1937, et 23 février 1937.

SUR LE SOCIAL CREDIT

I. — Ouvrages.

- ABERHART (M.), *Social credit manual*.
COLBOURNE (Maurice), *Economic nationalism*.
CONSTANT DE WITT, *Esquisse de Crédit social*.

- DAY (G.-W.-L.), *What's wrong with the world?*
— *An outline of social credit.*
DOUGLAS (C.-H.), *Economic democracy*:
— *Credit power and democracy*
— *Social Credit.*
— *The monopoly of credit.*
MAIRET (Philip), *The Douglas manual.*
O'DUFFY (Eimar), *Life and money.*
PIROU (Gaétan), *Les nouveaux courants de la théorie économique aux Etats-Unis*, fascicule IV, conférence de M. R. Marjolin.
SAGE-HOLTER (E.), *The A. B. C. of social credit.*

II. — Périodiques.

- Social Credit.*
New English Weekly.
Revue politique et parlementaire du 10 février 1936 et décembre 1937.
(Articles de L. Baudin).
L'Actualité économique (de Montreal), août 1935.
Monthly review of the Bank of Nova Scotia (Toronto), mai et juin 1936.

SUR L'ECOLE DE DUBOIN, RODRIGUES ET VALOIS

I. — Ouvrages.

- ARNAUD (C.-L.), *Le second voyage de Micromégas.*
ARNOUX (Charles), *Esquisse d'un plan pour utiliser l'abondance.*
BARRAL (J.), *La révolution économique.*
BELIME, *L'ordre réel.*
DUBOIN (Jacques), *Nous faisons fausse route, 1932.*
— *La grande relève des hommes par la machine, 1932.*
— *La grande révolution qui vient, 1934.*
— *Ce qu'on appelle la crise, 1934.*
— *Kou l'Ahuri, 1935.*
— *En route vers l'abondance, 2 vol., 1935.*
— *Libération, 1936.*
— *Lettre à tout le monde, 1938.*
DYNAMO (Groupe), *Pauvre français ! Introduction au recensement des richesses de la France.*
DUMONT (René), *Misère ou prospérité paysanne ?*
DECROIX (Jean), *L'avenir est à nous.*
DUBOIS (Joseph), *U. R. S. S. : une nouvelle humanité.*
— *L'économie soviétique maîtresse de ses destins.*
LEFORT (Robert), *Vers un monde nouveau.*
MEREDIEU (Guy de), *Peut-on sauver la nation et le monde ?*

- NOCHER (Jean), *Frankenstein, l'âge d'or ou la fin du monde.*
— *Manifeste de l'abondance.*
NOCHER (Jean) et JOVE, *Révolutionnaires, où allez-vous ?*
REYBAUD (E.), *Le Communisme bourgeois.*
ROBERT (Fernand), *Vers un monde nouveau.*
ROSENTHAL (Docteur), *Biocratie.*
SUARNET (André), *La grande menterie : histoire d'un chômeur.*
ROMAN (Jules), *Le Siècle dépose son bilan.*
RODRIGUES (Gustave), *Le droit à la vie.*
VALOIS (Georges), *Un nouvel âge de l'humanité.*
— *Technique de la Révolution syndicale.*
— *Economique.*

II. — Documents.

J.E.U.N.E.S. et groupe Dynamo.

Production et propriété.

Les mouvements de l'abondance aux E.-U. et en Angleterre.

Les ententes industrielles.

Pour comprendre le rôle de la construction dans la Société à économie distributive sous le signe de l'abondance.

Etude d'un code social.

Nouvel Age.

Le plan de Nouvel Age.

Le cheval de Troie du fascisme : Les ententes industrielles.

Nouvel-Age : Numéro spécial de lancement : manifeste.

La Commune : cellule de base pour la gestion de l'économie distributive.

III. — Périodiques.

La grande relève des hommes par la Science.

Nouvel Age.

J.E.U.N.E.S.

Libération par l'abondance (fondé en 1937).

Etapes de la Révolution.

Vu, numéro de juin 1936 : la misère dans l'abondance.

SUR LA TECHNOCRATIE

I. — Ouvrages.

ALLEN (Raymond), *What is technocracy ?*

AMLEI (Thomas), *Les Etats-Unis sur le chemin de l'abondance.*

— *The forgotten man's handbook.*

- ARKRIGHT (Frank), *The A. B. C. of Technocracy.*
BASSET (Jones), *Debt and production.*
CHASE (Stuart), *The economy of abundance.*
— *Men and machines.*
— *Technocracy : an interpretation.*
DRUESNE (Maurice), *Les problèmes économiques et la technocratie*, Payot, Paris, 1933.
LE BRETON DE LA PERRIERE (Joseph), *La technocratie*, Thèse, Paris, 1934.
LOEB (Harold), *The chart of plenty.*
— *Productions for use.*
PIROU (Gaétan), *Les nouveaux courants de la théorie économique aux E.-U.*, fascicule I, conférence de M^{lle} Apehié.
POLAKOV (Walter), *The power age.*
PRATT FAIRSHILD (Henry), *This way out.*
RUGG (Harold), *The great technology : social chaos and the public mind* (critique de la technocratie).
SCOTT (Howard), *Introduction to technocracy.*
— *Technocracy : some questions answered.*
SOULE (Geo), *The coming american revolution.*
VERLEN (Thornstein), *Engineers and Price system.*
— *Vested interests and the common man.*
— *Theory of business enterprise.*
WAYNE W. PARRISH, *An outline of technocracy.*

II. — Périodiques.

- Commun Sense* (Mensuel).
Technocracy.
Living Age.
New Republic.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE I — Abondance, misère et chômage	13
CHAPITRE II — Les technocrates	25
CHAPITRE III — L'école de MM. DUBOIN, RODRIGUES et VALOIS	33
CHAPITRE IV — Le « Social Credit »	45
CHAPITRE V — Le Plan Français	53

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE I — Notre régime économique est-il condamné à l'abondance collective et à la misère individuelle ?	65
CHAPITRE II — Critique de la technocratie	75
CHAPITRE III — Critique de l'économie distributive	81
CHAPITRE IV — Critique du Social Credit ...	89
CHAPITRE V — Critique du Plan Français ..	95
CONCLUSION	103
BIBLIOGRAPHIE	107

